



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

S O M M A I R E

<i>L'Ukraine en quelques chiffres</i>	<i>Page 2</i>
<i>Guerre en Ukraine : quels pays ont décidé d'envoyer une aide militaire à Kiev face à l'armée russe ?</i>	<i>Page 3</i>
<i>UKRAINE-CRISE-POLOGNE-USA : des renforts militaires américains arrivent en Pologne</i>	<i>Page 5</i>
<i>Ukraine: les raisons profondes de la guerre</i>	<i>Page 6</i>
<i>Un désir de grande Russie ? Réflexions sur la grande stratégie russe</i>	<i>Page 9</i>
<i>L'armée ukrainienne peut-elle résister longtemps ?</i>	<i>Page 16</i>
<i>De Damas à Kiev, la « méthode Poutine »</i>	<i>Page 18</i>
<i>La Russie vient de donner à l'Occident une magistrale leçon de grammaire stratégique.</i>	<i>Page 20</i>
<i>Ukraine: l'arme de la dissuasion financière</i>	<i>Page 25</i>
<i>Pourquoi Poutine a déjà perdu la guerre</i>	<i>Page 28</i>
<i>Aux armes, Européens</i>	<i>Page 33</i>
<i>Mali : la France s'en va et maintenant ?</i>	<i>Page 35</i>
<i>Pour le général Burkhard, les mercenaires russes de Wagner tenteront de compliquer le retrait français du Mali</i>	<i>Page 41</i>
<i>Gérard Araud – Pourquoi nous devons quitter le Mali... et vite</i>	<i>Page 42</i>
<i>Etat-major des Armées, ordre du jour N° 12</i>	



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 2

L'Ukraine en quelques chiffres

Mieux comprendre son importance en quelques chiffres :

- 🏆 1ère réserve européenne de minerais d'uranium ;
- 🏆 2e réserve européenne de minerais de titane - 10e réserve mondiale ;
- 🏆 2e réserve mondiale de minerais de manganèse (2,3 milliards de tonnes, soit 12% des réserves mondiales)
- 🏆 2e réserve mondiale de minerais de fer (30 milliards de tonnes) ;
- 🏆 2e réserve européenne de minerais de mercure ;
- 🏆 3e réserve européenne de gaz de schiste (22 milliards de mètres cubes) - 13e réserve mondiale
- ✦ 4e place mondiale en valeur totale des ressources naturelles
- ✦ 7e réserve mondiale de charbon (33,9 milliards de tonnes)

L'Ukraine est un pays agricole - elle peut répondre aux besoins alimentaires de 600 millions de personnes :

- 🏆 La plus grande superficie de terres arables d'Europe ;
- 🏆 3e plus grande superficie de terre noire (tchornozem) dans le monde (25% du volume mondial) ;
- 🏆 1er exportateur mondial de tournesol et d'huile de tournesol ;
- 🏆 2e producteur mondial d'orge - 4ème exportateur mondial ;
- 🏆 3e producteur mondial de maïs - 4e exportateur mondial ;
- 4e producteur mondial de pommes de terre ;
- 5e producteur mondial de seigle ;
- 5e place mondiale en production apicole - miel, cire, gelée royale, pollen, propolis, venin d'abeille (75 000 tonnes) ;
- 8e exportateur mondial de blé ;
- 9e producteur mondial d'œufs de poule ;
- 16e exportateur mondial de fromages

L'Ukraine est un pays industrialisé :

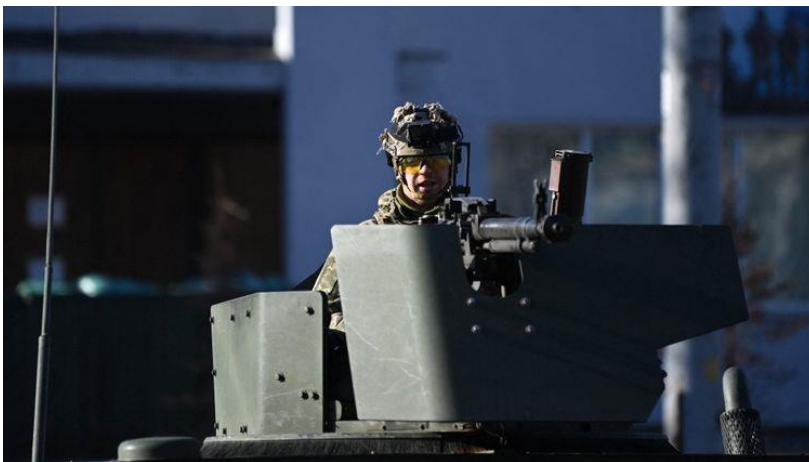
- 🏆 1er producteur européen d'ammoniac ;
- 🏆 2e plus grand réseau de gazoducs d'Europe et 4e mondial (142,5 milliards de mètres cubes de capacité de débit de gaz dans l'UE) ;
- 🏆 3e plus grand parc nucléaire européen - 8e mondial ;
- 🏆 3e plus long réseau ferroviaire d'Europe - 11e mondial (21 700 km) ;
- 🏆 3e producteur mondial de localisateurs et d'équipements de localisation (après les États-Unis et la France)
- 🏆 3e exportateur mondial de fer ;
- ✦ 4e exportateur mondial de turbines pour centrales nucléaires ;
- ✦ 4e fabricant mondial de lance-roquettes ;
- ✦ 4e exportateur mondial d'argile ;
- ✦ 4e exportateur mondial de titane ;
- ✦ 8ème exportateur mondial de minerais et concentrés métallurgiques ;
- ✦ 9e exportateur mondial dans l'industrie de l'armement ;
- ✦ 10e producteur mondial d'acier (32,4 millions de tonnes).



Guerre en Ukraine : quels pays ont décidé d'envoyer une aide militaire à Kiev face à l'armée russe ?

Aucune nation n'a pour l'heure annoncé l'envoi de troupes pour aider l'armée ukrainienne, mais plusieurs pays ont mis à disposition de Kiev des moyens matériels.

Article rédigé par - franceinfo avec AFP - France Télévisions
Publié le 26/02/2022 19:31 Mis à jour le 27/02/2022 11:34



Un soldat ukrainien patrouille à bord d'un véhicule blindé dans les rues de Kiev, samedi 26 février 2022.
(DANIEL LEAL / AFP)

"La coalition anti-guerre fonctionne !" Dans un message publié sur Twitter samedi 26 février au matin, alors que les combats atteignaient Kiev, le président ukrainien Volodymyr Zelensky se félicitait d'un échange téléphonique avec Emmanuel Macron. "Les armes et équipements envoyés par nos partenaires sont en route vers l'Ukraine", se satisfaisait encore le chef d'Etat. Si aucune nation n'a pour l'heure annoncé l'envoi de troupes pour aider l'Ukraine face à l'armée russe, trois jours après le début de l'invasion, plusieurs pays ont mis à disposition de Kiev des moyens matériels.

Les Etats-Unis offrent 350 millions de dollars de matériel défensif

Les Etats-Unis ont annoncé samedi l'envoi d'une nouvelle aide militaire à l'Ukraine d'un montant de 350 millions de dollars (environ 310,5 millions d'euros). "Cette aide comprendra de nouveaux moyens militaires défensifs qui permettront à l'Ukraine de combattre les menaces blindées, aéroportées et autres auxquelles elle fait face aujourd'hui", a détaillé le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken.

"C'est un autre signal clair que les Etats-Unis se tiennent aux côtés du peuple ukrainien au moment où il défend sa nation souveraine, courageuse et fière", a ajouté le secrétaire d'Etat. Antony Blinken a rappelé que les Etats-Unis avaient débloqué à l'automne 60 millions de dollars (53,2 millions d'euros) d'assistance militaire à l'Ukraine, puis 200 millions (177,4 millions d'euros) de plus en décembre, "alors que la menace [russe] se concrétisait".

Avec les 350 millions annoncés samedi, "cela porte à plus d'un milliard de dollars l'aide sécuritaire totale que les Etats-Unis ont accordée à l'Ukraine au cours de l'année écoulée".



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 4

L'Allemagne livre des lance-roquettes antichar

Jusqu'à présent, l'Allemagne avait promis "5 000 casques" à l'armée ukrainienne, selon Der Spiegel. Le gouvernement allemand a annoncé samedi avoir autorisé la livraison à Kiev de 1 400 lance-roquettes antichar, de 500 missiles sol-air Stinger et de "plusieurs" obusiers, a annoncé le gouvernement.

Cette décision marque une rupture politique. A Kiev qui lui reprochait de ne pas livrer d'armes, l'Allemagne arguait qu'il s'agissait de sa ligne depuis l'après-guerre : ne pas envoyer d'équipements létaux dans les zones de conflit. Cette position était toutefois de moins en moins tenable depuis le déclenchement de l'invasion du pays par l'armée russe. *"L'agression russe contre l'Ukraine marque un changement d'époque, elle menace l'ordre établi depuis l'après-guerre"*, a justifié le chancelier Olaf Scholz dans un communiqué. *"Dans cette situation il est de notre devoir d'aider l'Ukraine autant que nous pouvons à se défendre contre l'armée d'invasion de Vladimir Poutine"*.

Concrètement, ces livraisons de lance-roquettes vont être effectuées par les Pays-Bas, et les obusiers par l'Estonie. Ces deux pays avaient à l'origine acquis ces équipements auprès de l'Allemagne et avaient besoin d'un feu vert de Berlin pour pouvoir les réexporter vers Kiev.

En parallèle, le gouvernement allemand a annoncé *"l'envoi de 14 véhicules blindés"*, ainsi que 10 000 tonnes de carburant. Ces véhicules peuvent servir à la protection de personnalités ou à des évacuations.

La France livre des armes défensives

Au cours d'un conseil de défense réuni samedi à l'Élysée autour du président Emmanuel Macron, *"il a été décidé la livraison supplémentaire d'équipements de défense aux autorités ukrainiennes ainsi qu'un soutien en carburant"*, a fait savoir la présidence. L'état-major des armées avait auparavant déclaré avoir "acté" des livraisons d'armes défensives à Kiev, l'Ukraine ayant notamment, d'après son ambassadeur à Paris, demandé des *"moyens de protection antiaérienne"* et numérique.

Emmanuel Macron a également annoncé *"renforcer ponctuellement le dispositif français en Estonie"* avec un sous-groupement d'environ 200 militaires qui sera déployé *"aux côtés de nos alliés danois et britanniques."* Il a également été décidé une accélération du *"déploiement de capacités en Roumanie dans le cadre de l'Otan"*, avec la présence d'un groupement tactique interarmes d'environ 500 militaires. *"Ces dispositifs militaires ne visent à aucune escalade, mais simplement à participer à la défense des pays membres de l'Otan"*, a justifié dans un second temps le ministère des Armées.

La République tchèque envoie des milliers d'armes

La République tchèque a de son côté annoncé faire don à l'Ukraine de mitrailleuses, de fusils automatiques et de précision, de pistolets et de munitions, pour une valeur de 7,6 millions d'euros. *"Le gouvernement a approuvé samedi une aide supplémentaire à l'Ukraine qui fait face à une attaque russe"*, a déclaré la ministre de la Défense, Jana Černochová, dans un tweet, samedi. *"Le ministère de la Défense s'occupera également du transport vers un lieu fixé par la partie ukrainienne. Notre aide n'est pas terminée"*, a-t-elle ajouté.

La ministre a précisé ensuite à des journalistes que ces armes comprendraient 30 000 pistolets, 7 000 fusils d'assaut, 3 000 fusils mitrailleurs et plusieurs dizaines de fusils de précision ainsi qu'un million de cartouches. Ce don sera expédié en Ukraine *"dans les heures qui viennent"*, a-t-elle ajouté. Fin janvier, Prague avait déjà approuvé un don à Kiev de quatre mille obus d'artillerie d'une valeur de 1,5 million d'euros qui sont encore à livrer.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 5

Les Pays-Bas fournissent des missiles et des fusils à lunette

"Les Pays-Bas ont reçu très récemment des demandes supplémentaires de matériel militaire de l'Ukraine", a confirmé samedi le ministère néerlandais de la Défense dans une lettre au Parlement néerlandais. Le pays "fournira dès que possible 200 missiles antiaériens Stinger à l'Ukraine". "La livraison prévue de biens militaires était et est destinée à l'autodéfense ukrainienne contre l'attaque armée de la Russie", selon cette lettre.

"Le ministère de la Défense a expédié samedi une partie des marchandises déjà promise", notamment des fusils de précision et des casques, a précisé le ministère en ajoutant que "les autres marchandises seront expédiées dès que possible, mais les Pays-Bas, comme d'autres pays, sont confrontés à des défis logistiques".

L'Italie aide au déminage

Le Premier ministre italien, Mario Draghi, s'est entretenu samedi avec Volodymyr Zelensky. "Notre priorité aujourd'hui doit être de renforcer la sécurité de notre continent et d'exercer la plus grande pression sur la Russie pour qu'elle retire ses troupes et retourne à la table des négociations", a détaillé le gouvernement italien dans un communiqué diffusé à l'issue d'un entretien téléphonique entre les deux dirigeants.

Il a également annoncé des aides de 110 millions d'euros à l'Ukraine "à des fins humanitaires et de stabilisation macro-financière", ainsi qu'une aide en équipements militaires "en particulier dans le secteur du déminage et de la fourniture d'équipements de protection".

La Belgique fait don de carburant et d'armes

Le Premier ministre belge a pour sa part annoncé que son pays fournirait du carburant et 2 000 mitrailleuses à Kiev. "Une analyse plus approfondie des demandes continue", a ajouté Alexander De Croo.

Le Portugal envoie armes et protections militaires

Le Portugal a annoncé dans la nuit de samedi à dimanche l'envoi d'équipements militaires. Le ministère de la Défense va livrer notamment à l'Ukraine "des gilets, des casques, des lunettes de vision nocturne, des grenades, des munitions de différents calibres" ou encore des "fusils automatiques G3".

UKRAINE-CRISE-POLOGNE-USA : **des renforts militaires américains arrivent en Pologne**



© Reuters/JAKUB STEZYCKIDES RENFORTS MILITAIRES AMÉRICAINS ARRIVENT EN POLOGNE

VARSOVIE (Reuters) - Un avion américain de transport de troupes a atterri dimanche en Pologne, a rapporté un journaliste de Reuters, alors que les Etats-Unis ont entrepris de renforcer leur présence militaire en Europe de l'Est dans un contexte de tensions avec la Russie.

Le président américain Joe Biden a ordonné mercredi l'envoi de près de 3.000 militaires supplémentaires en Pologne et en Roumanie.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 6

Le Pentagone a précisé que ces renforts seraient notamment constitués d'environ 1.700 militaires basés à Fort Bragg, en Caroline du Nord, essentiellement issus de la 82e division aéroportée.

Avant l'arrivée dimanche de ce C-17 de transport de troupes, un avion avec à son bord le général Christopher Donahue, commandant de cette 82e division aéroportée, et quelques appareils acheminant du matériel militaire et un "groupe avancé" avaient atterri dès samedi à l'aéroport Rzeszow-Jasionka, dans le sud-est de la Pologne non loin de la frontière avec l'Ukraine.

On ignore combien de soldats sont arrivés ce dimanche mais un C-17 est conçu pour larguer 102 parachutistes, selon le site internet de l'armée de l'air américaine.

"Notre contribution nationale ici en Pologne prouve notre solidarité avec l'ensemble de nos alliés ici en Europe et il est évident que durant cette période d'incertitudes, nous savons que nous sommes plus forts ensemble", a dit Christopher Donahue dimanche.

Quelques minutes après l'atterrissage de cet avion, le ministre polonais de la Défense, Mariusz Blaszczak, a dit qu'il s'agissait d'un premier groupe de soldats américains "d'une unité d'élite".

"(...) D'autres avions atterriront dans les heures à venir. Ces soldats opéreront dans le sud-est de notre pays", a-t-il déclaré.

(Reportage Anna Koper et Kuba Stezycki, version française Bertrand Boucey)

Ukraine: les raisons profondes de la guerre

*Par Jean-Dominique Merchet
25 février 2022 à 6h00*

L'agression russe s'explique par l'évolution du régime de Vladimir Poutine, l'échec de la dissuasion des Occidentaux et l'absence d'une architecture de sécurité proposée en vain par Emmanuel Macron

Les faits -

Alors que la Russie a lancé jeudi une offensive majeure contre l'Ukraine, les pays occidentaux préparent une nouvelle salve de sanctions contre Moscou. Des missiles se sont abattus sur plusieurs villes d'Ukraine. Kiev a indiqué que des colonnes de troupes avaient franchi les frontières de l'Ukraine depuis la Russie et la Biélorussie, avec en outre des débarquements de soldats dans les villes portuaires d'Odessa et de Marioupol dans le sud de l'Ukraine. Selon un conseiller de la présidence ukrainienne, les soldats ukrainiens affrontent les forces russes sur la quasi-totalité de la frontière entre les deux pays, y compris dans la région proche de la centrale nucléaire de Tchernobyl. De violents combats ont lieu dans les régions de Soumy, de Kharkiv, de Kherson et d'Odessa, ainsi que dans un aéroport militaire près de la capitale Kiev.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 7

Comment en est-on arrivé là ? Comment, en 2022, la Russie – membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et puissance nucléaire – peut-elle nier le droit à l'existence d'une Ukraine indépendante et la bombarder au petit matin ? « What Went Wrong ? » comme disent les Américains. Qu'est-ce qui a mal tourné ?

Vladimir Poutine, en premier lieu. Il est, à l'évidence, le premier responsable de cette brutale dégradation de la situation internationale. Mais la capacité des Occidentaux à le dissuader d'agir ainsi n'a pas fonctionné non plus. Mission impossible ? Si c'est le cas, il n'y a plus qu'à signer le constat de notre impuissance. Cette manifestation de l'affaiblissement occidental aura de sérieuses conséquences stratégiques, bien au-delà de l'Ukraine. Faute d'une dissuasion efficace, nous avons la guerre. Les événements en cours sont aussi le résultat d'un échec collectif, celui de « réinventer une architecture de sécurité et de confiance » en Europe, comme le proposait, en 2019, le président Macron.

Vladimir Poutine, premier responsable

Le président russe porte l'essentiel de la responsabilité de la crise. Au pouvoir depuis 1999, il s'est à la fois radicalisé et isolé. Les images télévisées de lundi dernier, avec la mise en scène du Conseil de sécurité puis sa longue diatribe diffusée le soir-même, montrent, plus que de subtiles analyses kremlinologiques, ce qu'est devenu son règne. Le « tsar » ne craint plus de terroriser ou d'humilier publiquement ses principaux collaborateurs, comme le chef des services secrets ou le ministre des Affaires étrangères. Il faut sans doute remonter à Staline – mais sans la télévision – pour trouver de tels précédents. Après la mort du « petit père des peuples », la direction soviétique était redevenue beaucoup plus collective. Des points de vue différents pouvaient s'y exprimer, à condition que ce soit derrière les portes closes. Ce n'est plus le cas : Poutine décide seul.

Lundi soir, le président russe a longuement exposé sa vision de l'histoire ukrainienne, un sujet devenu obsessionnel chez lui. En juillet 2021, il avait déjà publié un long article dans lequel il contestait l'indépendance de son voisin, au nom de « l'unité historique des Russes et des Ukrainiens ». Il sait que l'année 2022 marque la centième anniversaire de la création de l'Union soviétique, le 30 décembre 1922. L'URSS ne regroupait alors quatre républiques : la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et la Transcaucasie (Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan).

En 2005, Vladimir Poutine affirmait que « celui qui ne regrette pas la disparition de l'Union soviétique n'a pas de cœur et celui qui veut la reconstituer n'a pas de cerveau ». Dix-sept ans plus tard, la question se pose donc : le président russe a-t-il encore toute sa tête ?

En 1990, l'ancien dissident Alexandre Soljenitsyne proposait de « réaménager notre Russie » autour de l'union de ce noyau, sans le Caucase. Mais, en 2005, Vladimir Poutine affirmait de son côté que « celui qui ne regrette pas la disparition de l'Union soviétique n'a pas de cœur et celui qui veut la reconstituer n'a pas de cerveau ». Dix-sept ans plus tard, la question se pose donc : le président russe a-t-il encore toute sa tête ?

On le sait, le pouvoir isole tous ses détenteurs, et le pouvoir absolu finit par les isoler absolument. « En plus, il y a un effet Covid », assure un bon connaisseur du Kremlin. « Poutine est personnellement terrorisé par le virus. Il ne voit presque plus personne et exige une grande distanciation sociale » comme l'ont illustré les photos de l'immense table autour de laquelle il reçoit ses hôtes.

Obsession politique + isolement personnel + absence de contre-poids et de freins : tous les ingrédients de la course à la guerre étaient réunis.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 8

La dissuasion occidentale en échec

Malgré les nuages qui s'accumulaient et les avertissements américains, rien d'irréversible n'avait encore été commis, jusqu'aux premières heures de jeudi lors du déclenchement des opérations militaires russes. Cet « acte de guerre », selon les mots d'Emmanuel Macron, les Occidentaux ne sont pas parvenus à dissuader la Russie de le commettre. C'est un échec, lourd de conséquence.

Dissuader l'autre d'agir, c'est le convaincre qu'il a plus à perdre qu'à gagner. Plus l'interlocuteur est déterminé, plus haut il faut placer la barre. Dans le cas ukrainien, nous sommes dans ce que les stratèges appellent une « asymétrie des enjeux » : le sort de l'Ukraine est plus importante pour Moscou qu'il ne l'est pour les Occidentaux. Poutine est donc prêt à prendre plus de risques que le camp d'en face. Il le montre. Pour rétablir l'équilibre et préserver le statu-quo, les Occidentaux n'avaient d'autres choix que d'être plus menaçants, avec des formules du style : « Toutes les options sont sur la table » ou « Nous n'excluons aucun moyen pour venir en aide à l'Ukraine si elle est attaquée ». Ni les Américains, ni les Européens n'ont choisi de s'engager dans cette voie, alors même que les Américains annonçaient depuis plusieurs semaines « l'imminence » d'une attaque, sur la base de renseignements qui s'avèrent exacts.

Les Occidentaux se sont contenté de menacer la Russie de nouvelles sanctions économiques, alors que les Etats-Unis évacuaient leur ambassade de Kiev vers Lviv, plus à l'ouest, que l'Allemagne n'acceptait de livrer quelques casques à l'armée ukrainienne et que le Président français a cru jusqu'au bout pouvoir parvenir à une désescalade par la seule voie diplomatique.

En face, Vladimir Poutine l'a bien compris – et en cela il est rationnel : personne à l'Ouest, ne veut « mourir pour Kiev » et encore moins pour Kharkov, Marioupol ou Odessa. La Russie pouvait donc agir, en acceptant d'en payer le prix en termes de sanctions. Elle s'y est d'ailleurs préparée, alors qu'elle est déjà sous un régime de sanctions depuis l'annexion de la Crimée en 2014 ou les agressions contre les opposants (Skripal, Navalny).

En matière de dissuasion face à une puissance militaire déterminée, les sanctions économiques se révèlent donc être un sabre de bois. Elles ne servent qu'à punir, pas à prévenir. Entre temps, l'Ukraine se retrouve seule, comme jadis la Tchécoslovaquie face à Hitler (1938) ou la Finlande face à Staline (1939-1940).

L'affaiblissement de la capacité dissuasive des Occidentaux traduit la fin de leur hégémonie. En 1999, lors de la guerre du Kosovo, la Russie, très affaiblie, l'avait douloureusement vécu de son côté

Certes, l'Otan conserve une capacité de dissuasion, grâce notamment au parapluie nucléaire américain, pour les pays membres de l'Alliance atlantique. Le statut des pays baltes, de la Pologne ou de la Roumanie est radicalement différent de celui de l'Ukraine, et c'est justement pourquoi celle-ci tenait tant à rejoindre l'Otan. Reste que, jusqu'à présent, les Russes n'ont jamais véritablement tester la détermination de Washington, de Paris ou de Berlin à « mourir pour Tallin, Vilnius ou Riga ».

L'affaiblissement de la capacité dissuasive des Occidentaux traduit la fin de leur hégémonie. En 1999, lors de la guerre du Kosovo, la Russie, très affaiblie, l'avait douloureusement vécu de son côté. Elle n'était pas parvenu à empêcher l'Otan d'attaquer la Serbie – son allié. Vingt-trois ans plus tard, Moscou prend sa revanche sur le dos des Ukrainiens. Cette perte de puissance se constate ailleurs : au Mali, la France n'a pas réussi à « dissuader » les autorités de faire appel aux mercenaires de Wagner. En Syrie, les Occidentaux n'avaient pas pu empêcher les interventions militaires russes et turques. Qu'en sera-t-il demain avec la Chine à Taiwan ?



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 9

L'absence d'une « architecture de confiance et de sécurité »

Après 1989-1991, l'Europe s'est reconstruite sur la base d'une victoire de l'Occident et d'une défaite de la Russie. Les spécialistes peuvent en débattre à l'infini, mais c'est ainsi que les Russes l'ont perçu dans leur immense majorité. L'ordre européen issu de l'après-guerre froide ne leur convenait pas. Naguère l'un des « deux grands » avec les Etats-Unis, la Russie est devenue une puissance « révisionniste » qui cherche à déstabiliser l'« architecture » européenne à son profit. Les trois dernières décennies ont laissé un goût de cendres dans les bouches russes. Après le Kosovo, il y a eu, en 2003, l'attaque des Etats-Unis contre l'Irak, puis celle de l'Otan contre la Libye en 2011.

Essentiellement préoccupés par la Chine, les Etats-Unis ont finalement relégué la Russie au statut humiliant de « puissance régionale », avant que celle-ci ne se rappelle à leur souvenir en Ukraine.

Sous le parapluie américain, des pays européens ont adopté une ligne de défiance et de confrontation avec Moscou : c'est le cas du Royaume-Uni, de la Suède, de la Pologne, des Baltes, par exemple. D'autres ont une attitude plus ouverte : l'Allemagne, l'Italie, la Hongrie ou la France.

Ainsi, en 2019, Emmanuel Macron accueillait Vladimir Poutine en tête à tête au Fort de Brégançon, puis plaidait pour une « nouvelle architecture de confiance et de sécurité » incluant la Russie. Cette architecture devait inclure des discussions sur les armes à portée intermédiaires, les forces conventionnelles, le cyber, les échanges d'informations, etc. Vis-à-vis de Moscou, le Président français pratiquait le « en même temps » : « dialogue » et « fermeté ». Ses efforts, réels, ont été vains. Incomprise par nos alliés, méprisée par Moscou – qui n'y voyait qu'une idée française de peu d'influence – cette « architecture » n'a jamais vu le jour. De cet échec, les Ukrainiens en paient aujourd'hui le prix très lourd. Ils ne seront peut-être pas les seuls.

Un désir de grande Russie ? Réflexions sur la grande stratégie russe

En décembre 2021, au trentième anniversaire de la dissolution de l'Union soviétique, les dirigeants russes ont présenté à l'OTAN et aux États-Unis des demandes visant à trouver de nouveaux arrangements concernant l'architecture de sécurité en Europe. Au même moment et pour la deuxième fois consécutive en l'espace de quelques mois, l'armée russe a massé plusieurs dizaines de milliers d'hommes – 13 groupements tactiques – et des armes lourdes près des frontières de l'Ukraine, en Russie, mais aussi en Biélorussie et en Crimée. Force est d'admettre qu'elle est équipée pour mener des opérations de grande ampleur, disposant en tout de quelque 5500 tubes d'artillerie de tous types et de 2600 à 3000 chars lourds immédiatement disponibles pour les forces d'active, dont près de la moitié de nouvelle génération (d'autres estimations bien supérieures incluant les véhicules blindés d'infanterie).

La Russie possède également des systèmes de défense antimissile performants et une force de dissuasion stratégique et conventionnelle de premier plan. Deuxième puissance nucléaire au monde (première en nombre de têtes), elle développe et teste activement des armes de haute précision, ainsi que des missiles hypersoniques et antisatellites. D'un mot, si, un jour futur, venait au Kremlin l'idée de lancer de nouvelles opérations terrestres en Ukraine, l'armée russe aurait pour elle la masse et le feu, ainsi que l'avantage que procurent l'initiative de la manœuvre et l'unicité de commandement ; elle bénéficierait aussi, au début du moins, de l'effet de paralysie que ne manqueraient de provoquer les divergences de vues entre les pays membres de l'OTAN, nourries par l'ambiguïté qu'elle laisse planer sur ses intentions militaires et ses fins ultimes.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 10

À cet égard, il paraît opportun de s'interroger à nouveau sur les desseins des dirigeants russes. Ces derniers ont opéré depuis deux ans un net serrement de vis au plan intérieur. Ont-ils aussi changé de grande stratégie, tant dans ses fins que dans ses moyens ? Doit-on considérer que leurs finalités se cantonnent aux buts avoués concernant l'architecture de sécurité en Europe et le non-élargissement de l'OTAN ou a-t-on changé de paradigme ?

Un faisceau d'indices laisse à penser que la crise présente ne se réduit pas à des questions stratégiques et sécuritaires. S'y nichent aussi des enjeux d'identité qui la rendent plus dangereuse encore. Vladimir Poutine a accédé au pouvoir il y a vingt ans, à l'orée du nouveau millénaire. Fidèle à l'exemple tracé par d'illustres prédécesseurs, nourrirait-il désormais des ambitions plus grandioses au point d'estimer que la guerre est un moyen parmi d'autres de les réaliser ? Attachés au post-nationalisme, rationalistes et matérialistes par éducation, nombre d'Européens de l'Ouest sont réticents à envisager cette motivation identitaire, s'empêchant ainsi de réfléchir à ses implications. L'histoire enseigne pourtant de ne pas négliger le rôle des passions tristes et des fausses perceptions dans les relations internationales.

Quête de statut et de sécurité

Jusqu'à présent, j'avais toujours souscrit à l'idée que les dirigeants russes étaient mus par un fort complexe de déclassement lié au traumatisme de l'effondrement de l'Union soviétique et qu'ils déployaient de ce fait une stratégie fondamentalement défensive se traduisant par des actions offensives. La perte du rang de grande puissance et leur perception hostile de l'environnement de sécurité les incitaient à défendre le statut et la sécurité de leur pays en préservant une zone d'influence et en affaiblissant leur adversaire désigné, « l'Ouest » (Zapad), par tous les moyens à disposition, à savoir des démonstrations de force, des interventions militaires dans des zones contestées, des initiatives diplomatiques et des manœuvres hostiles dans le cyberspace et le champ informationnel.

À n'en pas douter, cette quête de reconnaissance, centrale et permanente, continue d'éclairer le positionnement de Moscou sur la scène internationale : elle explique tant sa défiance à l'égard de l'OTAN et des États-Unis que l'intérêt porté au partenariat renforcé avec la Chine ; elle explique également sa volonté d'apparaître comme un acteur incontournable du jeu international et de se poser en médiateur de paix, capable de traiter avec toutes les parties d'un conflit, que ce soit au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Asie de l'Est. Pour maintenir son rang, il fallait aussi pouvoir rester maître du jeu dans l'espace postsoviétique. Les propositions de décembre 2021 s'inscrivent dans ce même schéma, tout en poursuivant des objectifs plus ambitieux.

Que demande au juste la Russie ? Tout d'abord, elle exige des garanties écrites concernant la non-entrée de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'OTAN et présente le renoncement au « compromis de Bucarest » comme un impératif non négociable. Au sommet de l'OTAN à Bucarest en avril 2008, Washington a proposé – sur l'insistance du président Bush et contre l'avis du renseignement américain – d'offrir un plan d'action pour l'adhésion (MAP) à la Géorgie et l'Ukraine. Anticipant de fâcheuses conséquences, Paris et Berlin ont opposé un veto, conduisant Londres à négocier une solution intermédiaire. Le MAP n'a certes pas été accordé, mais le point 23 de la déclaration finale est pour le moins ambigu : « L'OTAN se félicite des aspirations euroatlantiques de l'Ukraine et de la Géorgie, qui souhaitent adhérer à l'Alliance. Aujourd'hui, nous avons décidé que ces pays deviendraient membres de l'OTAN. (...) Nous déclarons aujourd'hui que nous soutenons la candidature de ces pays au MAP. (...) »

Parmi les autres demandes figurent la fin des exercices et des manœuvres de l'OTAN près des frontières russes, notamment en mer Noire, et l'interruption de toute coopération militaire de pays membres de l'OTAN avec l'Ukraine.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 11

Ainsi, à l'issue de la réunion du Conseil OTAN-Russie du 12 janvier 2022, le vice-ministre russe des Affaires étrangères Aleksander Grouchko a déclaré tout de go qu'une désescalade du conflit autour du Donbass n'était possible qu'à la condition expresse que l'OTAN interrompe son aide militaire à l'Ukraine, notamment les livraisons d'armes et l'envoi d'instructeurs. En apparence, les récentes initiatives de Moscou visent donc toujours à imposer un glacis de sécurité et à défendre ce qui est perçu comme des intérêts stratégiques et sécuritaires vitaux.

Ce qu'il y a de nouveau, c'est que les dirigeants russes ne se contentent plus des négociations russo-américaines sur la stabilité stratégique et le contrôle des armements, conduites par les vice-ministres des Affaires étrangères Wendy Sherman et Sergueï Ryabkov. D'un côté, ils envisagent clairement de mener une guerre préventive contre l'Ukraine pour empêcher qu'elle ne serve plus tard de « tremplin à d'éventuelles opérations militaires contre la Russie ». De l'autre, ils exigent de redéfinir les fondements mêmes de leurs relations avec les pays occidentaux, refusant que l'OTAN constitue plus longtemps le pilier de la sécurité européenne. Cette révision de l'ordre de sécurité passe, dans leur esprit, par un dialogue direct avec Washington mené sous haute tension militaire, comme au temps de la guerre froide.

S'ils ne boudent pas le plaisir de voir le président français et le chancelier allemand faire le voyage à Moscou pour tenter de trouver un apaisement, leur priorité semble néanmoins ailleurs. Réunis au début du mois de février 2022, à l'occasion de l'inauguration des Jeux olympiques, V. Poutine et Xi Jinping ont publié une longue déclaration commune affirmant que le monde était entré dans une nouvelle ère des relations internationales. D'après le conseiller diplomatique de V. Poutine, Iouri Ouchakov, le voyage présidentiel à Pékin devait aussi permettre de mener des consultations au plus haut niveau en vue de s'immuniser contre les sanctions occidentales et de conclure de nouveaux projets énergétiques lucratifs, dont la construction d'un deuxième gazoduc « Force de Sibérie » (le premier ayant été acté après l'annexion de la Crimée).

Irrédentisme et reconstitution de l'empire ?

L'ancien chef d'état-major de la Marine allemande est loin d'être seul à croire que la Russie ne demande qu'à « être respectée ». Nombreux sont aussi les observateurs à considérer que les dirigeants russes cherchent uniquement à établir un cordon de sécurité pour conjurer leur peur obsidionale. Une autre hypothèse qui n'invalide pas les deux précédentes consiste à penser qu'à ces enjeux de rang et de sécurité vient désormais s'ajouter – et non se substituer – une forte dimension identitaire. V. Poutine pourrait en plus poursuivre un grand dessein : celui d'étendre les frontières du pays en rassemblant, par différents moyens directs et indirects, des « terres russes » considérées comme ancestrales. Deux types d'arguments viennent étayer cette thèse : les actions entreprises par l'armée russe dans l'espace postsoviétique et, plus récemment, les prises de position du président russe relatives à l'histoire.

L'annexion de la Crimée sans coup férier ne doit pas faire oublier la guerre du Donbass, déclenchée en 2014 par des commandos russes comme l'a admis par vantardise le colonel du FSB qui était à la manœuvre. Loin d'être éteint, le conflit a des conséquences humaines désastreuses et pourrait donner, le cas échéant, un prétexte d'intervention à Moscou : la protection des citoyens russes. En 2021, 639.000 habitants des régions séparatistes du Donbass avaient déjà obtenu des « passeports russes », tandis qu'en janvier 2022, des députés communistes de la Douma d'État ont lancé un appel au président russe à reconnaître l'indépendance des « Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk ».

À cette guerre viennent s'ajouter plusieurs « conflits gelés » aux confins des pays postsoviétiques. Le territoire moldave de Transnistrie et les territoires géorgiens d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud échappent à leur État de tutelle dont l'éventuelle accession à l'OTAN est ainsi entravée.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 12

La Russie a reconnu l'indépendance des deux derniers après la guerre d'août 2008, tandis que de nombreux habitants de ces territoires se sont vu accorder la citoyenneté russe. Pour dénier à l'État géorgien toute prétention à récupérer ces territoires, V. Poutine argue désormais que l'Ossétie aurait demandé son rattachement à l'empire russe en 1774 en tant qu'« État indépendant » (cette entité n'existant pas à l'époque, même sous une autre forme).

Enfin, un changement notable a dernièrement été opéré à l'égard de la Biélorussie. En 2019, l'Administration présidentielle russe étudiait plusieurs scénarii pour permettre à V. Poutine de se maintenir au pouvoir après 2024, la constitution de 1993 limitant à deux le nombre de mandats consécutifs. L'une des options à l'étude consistait à approfondir le Traité d'Union que la Russie et la Biélorussie avaient conclu en 1999. Sachant le président russe Boris Eltsine malade, nourrissant le fol espoir de présider les deux pays, le dirigeant biélorusse Alexandre Loukachenko avait alors bien volontiers accepté de le signer, puis l'affaire avait été oubliée. Finalement, une autre solution a été privilégiée en 2020 : adoptée au pas de course, une vaste révision de la constitution a remis les « compteurs à zéro » de sorte que V. Poutine peut rester président jusqu'en 2036 ; cette réforme constitutionnelle a aussi renforcé les pouvoirs de nomination du président et affaibli la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la justice.

Pour autant, les projets biélorusses n'ont pas été abandonnés. Le 4 novembre 2021, les présidents russe et biélorusse ont adopté un programme en 28 points et une « doctrine militaire de l'Union » avec pour objectif de « créer un État d'Union en 2021-2023 » et de mettre en cohérence leurs politiques de défense. A. Loukachenko a accepté en 2021 l'installation d'une base aérienne russe sur le territoire biélorusse, alors qu'il s'y opposait à toute force en 2019. Des avions de chasse russes Su-30 ont rejoint la base de Baranovitchi au mois de septembre 2021. Une unité de défense antiaérienne russe est désormais déployée à Grodno près de la Pologne et de la Lituanie. La marginalisation du régime biélorusse du fait de la répression et de la crise migratoire orchestrée à l'été 2021 constitue une aubaine pour Moscou. La réunion des armées russe et biélorusse serait en cours, d'après A. Loukachenko lui-même qui a aussi déclaré, à la fin du mois de janvier 2022, que la Biélorussie pourrait entrer en guerre si la Russie était attaquée.

Mythes historiques et nouveau roman national Un dernier argument plaide en faveur de l'idée que V. Poutine pourrait s'attacher, en sus du reste, à restaurer la grande Russie. Il tient à l'intérêt toujours plus vif que le président russe porte aux symboles et à l'histoire longue. Par trop négligée, cette dimension identitaire constitue, à notre avis, une motivation puissante pour qui aspire à laisser une trace dans l'histoire et qui, au seuil de son soixante-dixième anniversaire, jette un regard rétrospectif sur sa trajectoire prodigieuse et inespérée, tout en imaginant l'avenir de son pays.

Au centre du roman national actuel figure la « Grande Guerre Patriotique » qui, rappelons-le, a fait en Union soviétique 26 millions de victimes, dont près de 10 millions de pertes militaires. S'impose une sorte d'idéologie des vainqueurs qui vient supplanter la perception de la défaite dans la guerre froide et qui rend inopportune toute référence aux répressions staliniennes (au motif que les vainqueurs ne peuvent pas être en même temps des tueurs). En 2020, un impressionnant défilé militaire a marqué le 75e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Reportée en raison de la pandémie du coronavirus, la « parade de la victoire » a été fixée au 24 juin, jour de la « parade des vainqueurs » que Staline, au faîte de sa gloire, avait voulue en 1945 (voir à partir de la minute 38). Comme en 1945, les bannières du Front d'Ukraine apparaissaient, en 2020, au premier plan. Mais parmi les dirigeants postsoviétiques montrés un à un à l'écran, manquait à l'appel le président ukrainien.

Au-delà de leur importance stratégique et militaire, l'Ukraine et la Crimée touchent au cœur de l'identité russe et orthodoxe. En témoignent les déclarations du président russe lui-même qui s'est piqué, en 2021, d'écrire un



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 13

long article pour défendre sa vision de l'unité historique des Russes et des Ukrainiens et pour expliquer qu'ils formaient un seul et même peuple. En témoignent aussi les rivalités de puissance qui opposent les patriarcats de Moscou et de Constantinople et le schisme et les tensions qui ont suivi la reconnaissance de l'autocéphalie de l'Église d'Ukraine en janvier 2019.

L'annexion de la Crimée a pu être présentée en Russie comme un moyen de corriger une « erreur historique », Nikita Khrouchtchev, ancien chef du parti communiste d'Ukraine, ayant décidé d'offrir la « Crimée russe » à l'Ukraine en 1954, à une époque où cette décision administrative n'avait aucune implication, personne n'envisageant une dislocation de l'Union soviétique. Mais sa « reconquête » a permis d'inscrire l'action des autorités russes dans le temps long de l'histoire impériale et soviétique. Non seulement elle établissait un lien avec la Grande Catherine dont l'armée s'en était emparée en 1783, mais elle réconciliait plusieurs imaginaires, la péninsule ayant été tour à tour un lieu de villégiature pour la noblesse et des écrivains russes au XIXe siècle, le point d'évacuation de l'escadre Wrangel après la défaite des armées blanches et le théâtre de combats féroces de l'Armée rouge pendant la Seconde Guerre mondiale.

Sur le plan religieux, une tradition – mal établie, mais vivace – veut que l'apôtre André, prêchant autour de la mer Noire, ait atteint Chersonèse au sud de la péninsule de Crimée et même, selon certains, qu'il soit allé jusqu'à Kiev (qui n'existait pas). À l'époque impériale, saint André, le « premier appelé » par Jésus et le frère de saint Pierre, était considéré comme le saint patron de l'Église et de l'armée russes ; il est aujourd'hui le protecteur de la Marine russe qui a la croix de son martyr pour étendard. Enfin, Kiev demeure à jamais le berceau de l'orthodoxie slave. Le grand-prince Vladimir de Novgorod tua son frère en 980 pour monter sur le trône de Kiev. Huit ans plus tard, il embrassa la foi orthodoxe à Chersonèse afin de sceller une alliance avec l'empereur byzantin (et d'épouser sa sœur), puis fit baptiser son peuple à Kiev dans le Dniepr, marquant ainsi le début de la christianisation de la Rous. En 2016, V. Poutine a dédié à Vladimir-le-Grand, qui est son saint protecteur (s'il a le même nom de baptême) et qui est considéré comme le « patron de la Sainte Russie » et même « l'égal des apôtres », une statue monumentale, haute de 17 mètres, qu'il a fait installer à l'entrée du Kremlin et qu'il a inaugurée en personne.

Une combinaison des moyens

Après l'examen des fins, passons à celui des moyens. Les dirigeants russes ont démontré ces dernières années qu'ils étaient capables de surprises stratégiques, qu'ils acceptaient le risque et même qu'ils l'intégraient à leur potentiel de combat. Ils ont également démontré leur capacité à combiner plusieurs modes d'action, à cultiver l'incertitude et à semer le doute en usant de moyens détournés, notamment de relais d'influence, de la désinformation et de l'influence informationnelle.

L'intimidation et la dissuasion constituent, selon toute apparence, des moyens privilégiés. S'exprimant en russe, le 14 janvier 2022, à l'ambassade de Russie à Bruxelles après le Conseil OTAN-Russie, le vice-ministre Grouchko a indiqué sans ambages qu'une détérioration de la situation pouvait « conduire aux conséquences les plus imprévisibles et les plus graves pour la sécurité européenne », ajoutant : « si l'OTAN recourt à une politique d'endiguement (sderživanie), de notre côté ce sera une politique de contre-endiguement ; si c'est l'intimidation, ce sera la contre-intimidation ; si c'est la recherche de vulnérabilités dans le système de défense de la Fédération de Russie, ce sera la recherche de vulnérabilités dans celui de l'OTAN ». Brandir la menace de l'OTAN relève certes d'un conditionnement, du réflexe de Pavlov. Faire croire à une menace existentielle permet aussi de justifier son agressivité et sa volonté de domination.

Depuis 2014, l'outil militaire a été mis à profit pour modifier l'équilibre des forces et peser dans des négociations. L'atmosphère martiale qui règne en ce moment en Russie et l'ampleur des déploiements de troupes et de matériels militaires aux frontières de l'Ukraine conduisent nécessairement à se demander si



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 14

Kremlin considère l'éventualité de déclencher un conflit armé pour parvenir à ses fins, quelles qu'elles soient. Évidemment très risquée, l'option militaire permettrait, en cas de victoire, d'atteindre d'un même coup plusieurs objectifs : inspirer le respect et la crainte, imposer une sphère d'influence, récupérer quelques territoires perdus. En plus d'une vive réaction en Ukraine, elle entraînerait à n'en pas douter de nouvelles sanctions américaines, y compris sans doute l'exclusion des grandes compagnies russes du réseau interbancaire SWIFT. Or la non-convertibilité du yuan ne permet pas d'envisager une alternative viable à ce système financier.

Certains experts envisagent la possibilité d'une attaque massive, à l'instar des autorités américaines qui ont déjà prédit plusieurs fois une invasion imminente de l'Ukraine. D'autres considèrent qu'il s'agit d'une vaste intoxication destinée à négocier en position de force et à vaincre par la seule intimidation, sans avoir à combattre. Si tel est bien le cas, le plan présente l'inconvénient majeur de ne pas inciter à l'accommodement et de comporter des risques certains : celui qui exerce le chantage croit que plus la menace militaire sera crédible, plus les concessions seront grandes ; celui sur qui s'exerce le chantage comprend que la moindre concession sera perçue comme un aveu de faiblesse et une incitation à monter les enchères. S'il fallait élaborer un scénario d'intervention militaire russe en Ukraine, il s'articulerait autour de la mer d'Azov. Du fait de sa position géographique, une action armée y serait moins risquée que dans la région de Kharkiv où des combats de guerre urbaine pourraient vite survenir. Immédiats seraient les gains stratégiques et économiques : une telle opération permettrait de relier par la terre la région de Rostov-sur-le-Don à la Crimée en intégrant, le cas échéant, les territoires séparatistes du Donbass ; elle transformerait la mer d'Azov en lac intérieur, facilitant tant la défense de la Crimée et du détroit de Kertch que l'exportation des minerais du Donbass depuis le port de Marioupol. Enfin, la prise du canal de Crimée du Nord relié au fleuve Dniepr résoudrait le problème aigu de l'approvisionnement en eau de la péninsule. Cette conquête aurait aussi une portée symbolique : n'est-ce pas dans cette zone longtemps disputée qu'en 1696, Pierre le Grand connut sa première grande victoire, bien avant le triomphe de Poltava en 1709, en Ukraine encore, contre « l'invincible » roi de Suède ?

Enfin, un dernier moyen de prédilection est la négociation musclée. Dernièrement, le style de négociation russe se caractérise par le maximalisme des demandes, une rudesse dans la forme et le recours à des mesures dilatoires, ce qui inévitablement instille le doute quant à la volonté d'aboutir. Les exemples qui l'illustrent abondent. Favorable à la reconduction du traité New Start, la partie russe a créé des complications inutiles après l'investiture de Joe Biden et attendu le dernier moment pour conclure en février 2021. Arc-boutée à une lecture littérale des clauses politiques des Accords de Minsk II, elle se refuse à tout aménagement dans leur ordre d'application. Dans les négociations avec les Européens et les Américains, Moscou souffle le chaud et le froid et tente ostensiblement de semer le trouble et la discorde. En novembre 2021, le ministre malien des Affaires étrangères a ainsi été convié à Moscou à la veille d'une rencontre franco-russe de niveau ministériel à Paris, destinée à discuter de la présence de mercenaires du groupe Wagner au Mali où la France maintient des forces dans le cadre de l'opération Barkhane.

Maskirovka et auto aveuglement

Nul doute que la négociation présente en soi des vertus : en favorisant l'échange de vues, elle permet une meilleure compréhension des positions mutuelles. Pour qui croit à la coopération, il n'existe pas d'autre voie pour aplanir un différend et régler un conflit. Pour qui croit à la force, toutefois, la négociation peut être entamée sans aucune intention de la mener à bien, avec pour seuls objectifs de gagner du temps, d'obtenir du renseignement, de leurrer l'adversaire, d'endormir sa vigilance ou d'anticiper sa réaction. Mieux vaut garder ce risque à l'esprit, encore plus quand on négocie avec un adversaire auto désigné dont la culture militaire incite à rechercher la surprise et érige la maskirovka en principe cardinal.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 15

Comparaison n'est pas raison. Un exemple historique revient néanmoins en mémoire, d'autant que V. Poutine a pris la plume en 2020 pour défendre en anglais, dans *The National Interest*, sa conception du Pacte Ribbentrop-Molotov. Le 22 août 1939, la veille de sa signature, le général d'armée Aimé Doumenc était à Moscou où il menait toujours des pourparlers avec le commissaire du peuple à la Défense Kliment Vorochilov. À 19h – heure choisie par les Soviétiques – le chef de la délégation française vint annoncer une concession de taille : pouvoir lui avait été donné de signer une convention militaire dans laquelle serait « stipulée l'autorisation du passage des troupes soviétiques aux points déterminés par (les Soviétiques), c'est-à-dire le couloir de Vilna et, si cela est nécessaire (...) le passage également à travers la Galicie et la Roumanie ». Non content, Vorochilov marqua une exigence supplémentaire : « que le gouvernement français donnât l'assurance que les gouvernements polonais et roumains étaient consentants au passage sur leur territoire » (source : SHD GR 7 N 3185).

Le lendemain, le général Doumenc ne put que constater l'étendue de la déconvenue : « La délégation allemande composée d'une trentaine de fonctionnaires était arrivée à l'aérodrome de Moscou, pavoisé aux couleurs hitlériennes. (...) À peine arrivé, Ribbentrop était reçu au Kremlin à 15h30 pour une première entrevue, et avait vu Staline. (...) Enfin, le soir, le bruit se répandit que l'accord était signé. Nous étions loin des atermoiements des négociations anglo-franco-russes ». Mais à cette heure funeste, il ne « voulait pas encore se tenir pour battu » ; pragmatique, il espérait que « peut-être les Allemands refuseraient de se plier aux exigences russes ». Immédiatement informé et déjà fort inspiré, le général Maurice Gamelin, chef d'état-major, lui intima sur-le-champ de rester à Moscou, excluant de rappeler la mission militaire tant que le gouvernement soviétique « n'aurait pas signifié qu'il se refuserait à toutes forces de la coopération avec les puissances démocratiques » (SHD GR 7 N 3185).

La suite est connue, nul besoin d'y revenir. On sait maintenant que Staline renonça à l'idée de la sécurité collective à l'automne 1938 après les accords de Munich, se montrant plus irrité de la « trahison » franco-britannique que de l'annexion des Sudètes par les nazis. Persuadé que Paris et Londres cherchaient à provoquer l'Allemagne contre l'Union soviétique, il commença à envisager un retournement d'alliance sans cesser de louvoyer.

Se pose évidemment la question de savoir ce qui incita les chefs militaires français à prêter foi aux allégations des Soviétiques quand ces derniers les approchèrent, au printemps 1939, en vue de conclure une convention militaire et pourquoi ils poursuivirent les négociations jusqu'au cœur de l'été, au point d'exposer en détail l'état de l'armée française et de partager les plans établis par leurs états-majors pour protéger la France, la Pologne et la Roumanie. Ils n'ignoraient ni leurs convictions idéologiques, ni leurs activités de subversion, ni leur absence de tout scrupule. L'ampleur de la grande Terreur de 1937-1938 était certes encore inconnue, elle « aboutit, en seize mois, à la mise à mort, dans le secret le plus total, de quelque 800 000 personnes jugées "nuisibles" » ; parmi les 35.000 officiers arrêtés, 84 des 86 généraux ayant un grade équivalent ou supérieur à celui de général de corps d'armée furent fusillés. Mais les autorités militaires françaises savaient que « la répression avait décimé le haut commandement de l'Armée rouge » et emporté le maréchal Toukhatchevski et sept de ses généraux. Des rapports du renseignement les avaient alertées sur ces « épurations massives » (SHD GR 7 N 3122). Malgré tout, elles s'attendaient à ce que les « puissances démocratiques » soient traitées avec égard.

Nul alarmisme derrière cette pénible évocation. Juste un sain rappel : il est toujours périlleux de projeter sur l'autre ce qu'on souhaite voir en lui et de lui prêter les intentions qu'on voudrait lui voir avoir, encore plus quand cet autre vous perçoit comme un adversaire et qu'il n'épouse pas le même code de valeurs.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 16

La Russie nous est proche par la richesse extraordinaire de sa culture. Mais sa culture politique, historiquement éloignée de la nôtre, reste marquée par l'expérience répétée d'une violence inouïe. La méconnaissance de cette différence fondamentale peut induire en erreur.

Plus que jamais il paraît nécessaire de procéder à une analyse lucide de l'ensemble des changements à l'œuvre dans ce pays : depuis 2020, le régime politique se durcit et muselle un peu plus la société civile. Taxés d'« agents de l'étranger » ou d'« organisations indésirables », des formations politiques comme le fonds de lutte contre la corruption, des ONG respectables comme Mémorial et des médias indépendants, sont condamnés à la « liquidation » ; leurs membres sont intimidés et pour certains emprisonnés. Un projet de décret présidentiel, présenté en janvier 2022, affirme que « l'activité des organisations extrémistes et terroristes, l'action des États-Unis et de leurs alliés, les corporations transnationales et les ONG étrangères constituent une menace pour les valeurs traditionnelles » et que leur « impact idéologique et psychologique sur les citoyens russes conduit à implanter un système d'idées et de valeurs étranger au peuple russe et destructeur pour la société russe ».

On observe en parallèle une militarisation de la société, un réarmement tous azimuts, des déploiements et des manœuvres d'intimidation à l'étranger, des actions offensives dans les champs immatériels et une posture agressive à l'égard de l'Ukraine. Ces évolutions suscitent des craintes légitimes en Europe orientale, mais aussi en Russie où la population se déclare plus inquiète et où, d'après des témoignages et des sondages du Centre Levada (désormais « agent de l'étranger »), on sent la guerre venir. On perçoit une certaine fébrilité chez les experts russes, alors qu'il n'existe plus à Moscou de garde-fou ni de débats contradictoires sur les questions de politique étrangère et de défense. La seule protestation publique contre l'éventualité d'une guerre en Ukraine est venue, le 31 janvier 2022, de l'Assemblée des Officiers de toute la Russie, présidée par le général de corps d'armée en retraite Leonid Ivachov. Proche des milieux patriotiques, le général Ivachov dénonce « l'ultimatum » de décembre et la « crise systémique » de l'État russe, mettant en garde contre une guerre sans raison qui ferait « des dizaines de milliers de morts ». Selon lui, elle pourrait même entraîner « une catastrophe géopolitique pour les siècles à venir », d'où son appel à la démission de V. Poutine.

Il se peut que les exigences présentées par le Kremlin aux pays occidentaux concernant les questions de sécurité ne soient pas une fin en soi, mais un prétexte pour en découdre et regagner quelques « terres historiques » – et par là même l'honneur. En l'état actuel des choses, cette possibilité qui n'invalide pas les autres motifs mérite d'être considérée sérieusement, dans ses implications militaires et diplomatiques. Car ce qui peut paraître dépassé et irrationnel dans une Europe libérale et post-moderne n'est pas forcément perçu comme tel ailleurs. Car pour ceux qu'elle fascine, la guerre n'est pas seulement un moyen d'imposer sa volonté, c'est aussi une catharsis.

lerubicon.org

L'armée ukrainienne peut-elle résister longtemps ?

*Par Jean-Dominique Merchet
27 février 2022 à 11h42*

Sur le terrain, les soldats se battent bien, mais la hiérarchie militaire, qui n'a pas été réformée depuis 2014, semble incapable d'organiser une réponse coordonnée



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 17



Un soldat ukrainien à Kiev, le 26 février 2022.

Sipa press

Quelles sont, à J+3 de l'invasion russe, les capacités de résistance de l'armée ukrainienne ? « Son potentiel se limite à quelques semaines, peut-être plus dans les grands centres urbains », estime le colonel Michel Goya, historien militaire. La fourniture d'équipements militaires par les Occidentaux peut sans doute retarder l'issue, car les drones turcs, ou les missiles antichar et antiaérien à très courte portée font mal.

Cependant, l'état-major ukrainien semble incapable d'organiser une réponse coordonnée à l'assaut russe. Certes, sur le terrain, les soldats ukrainiens se battent et souvent bien. Mais cela ne suffit pas pour l'emporter. En septembre 1939, l'armée polonaise s'est très bien battue durant six semaines, entraînant la mort de plus de 15000 soldats allemands. Cela n'a pas empêché la défaite.

Depuis 2014, l'armée ukrainienne a sans doute progressé grâce à l'aide occidentale, mais, comme le reste du pays, elle n'est pas parvenue à se réformer en profondeur. Comme l'explique l'expert de défense Joseph Henrotin, dans le magazine spécialisé DSI, « la culture même de l'armée de terre (ukrainienne) est presque intégralement dysfonctionnelle et orientée vers le maintien d'un système inefficace ». Un système qui profite – au sens propre du terme – à une grande partie de l'encadrement. Glen Grant, un officier britannique qui a été conseiller dans l'armée ukrainienne, partage la même analyse sévère dans un récent rapport pour la Jamestown Foundation : « Les réformes militaires n'ont abouti à rien. »

Les effectifs théoriques de l'armée ukrainienne sont d'environ 300 000 hommes, toutes forces confondues

Effectifs théoriques. Numériquement, le rapport de forces entre Russes et Ukrainiens n'est pas pourtant pas si déséquilibré. Les effectifs théoriques de l'armée ukrainienne sont d'environ 300 000 hommes, toutes forces confondues. Les sources occidentales parlent d'environ 180 000 militaires russes déployés dans la région, dont une partie seulement (plus de 100 000) a pénétré en Ukraine. Une telle force permet de mener une blitzkrieg, mais elle n'est pas suffisante pour contrôler un pays de la taille de l'Ukraine, plus vaste que la France (600 000 km²) et près de 40 millions d'habitants. En 1968, la répression par l'URSS du printemps de Prague avait nécessité 250 000 hommes et l'occupation qui a suivi jusqu'à 500 000. C'est hors de portée de l'armée russe d'aujourd'hui, surtout si elle doit faire face demain à la résistance de « bataillons de volontaires ».

L'armée russe d'aujourd'hui est globalement aux standards occidentaux, mais avec des moyens plus limités. L'intervention russe en Syrie, à partir de 2015, est d'une ampleur beaucoup plus faible que celle d'aujourd'hui en Ukraine : à peine 5000 hommes, avec essentiellement de l'aviation et des forces spéciales.

En Ukraine, l'armée russe rencontre visiblement des difficultés logistiques (pannes) renforcées par la rapidité de sa progression. Le moral des soldats semble incertain et l'Ukraine – qui maîtrise mieux que Moscou la guerre informationnelle – ne manque pas de le souligner avec des vidéos de prisonniers russes.

Quelles sont les pertes ? On ne dispose d'aucune donnée fiable ou définitive. La partie ukrainienne affirme infliger des pertes considérables à son ennemie, mais cela relève de la propagande habituelle dans toutes les guerres. La Russie ne fournit aucune information. Samedi, le ministre de la santé d'Ukraine Viktor Liashko a donné le chiffre total de 198 morts et 1115 blessés, sans préciser la part des civils.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 18

De Damas à Kiev, la « méthode Poutine »

L'intervention russe en Ukraine répond plus ou moins au même schéma que la participation active de Moscou à la guerre civile syrienne, même si les enjeux sont autrement importants pour le Kremlin.

Des contextes différents, mais une seule et même méthode. Alors que le président russe Vladimir Poutine a reconnu lundi soir l'indépendance des territoires séparatistes prorusses de Donetsk et de Lougansk, situés dans la région russophone du Donbass, dans l'est de l'Ukraine, et qu'il a ordonné à son armée d'y « maintenir la paix », tout ou presque dans la succession de ses actes depuis trois mois fait écho à une autre séquence politique, celle qui s'est jouée en Syrie entre août 2013 et décembre 2016. Comme si le terrain syrien avait servi de laboratoire d'expérimentation à Vladimir Poutine pour non seulement tester plus de 200 nouvelles armes ou y entraîner plus des trois quarts des pilotes et équipages constituant les forces aériennes russes, mais aussi et surtout pour mettre à l'épreuve la pusillanimité occidentale, et les limites de Washington et des Européens. Un brouillon, en somme, dans un environnement plus lointain et moins accessible à la population russe, qui devait préfigurer la mise au propre actuelle du côté de son « étranger proche ».

Dans les deux cas, un alliage d'imprévisibilité, de coups de force et de volonté factice d'apaisement a caractérisé la stratégie du Kremlin. Dans les deux cas, les Occidentaux se sont montrés démissionnaires, même si, concernant l'Ukraine, les Européens ont ces derniers temps redoublé d'efforts pour s'accorder sur une position commune. Kiev a beau revêtir une dimension autrement symbolique que Damas – pour Moscou d'abord, pour l'UE ensuite –, les parallèles sont frappants, significatifs, d'une part, des écueils de la diplomatie occidentale, d'autre part, de la ténacité russe.

Feu vert

Le péché originel date d'août 2013, quand, soudainement, les lignes rouges définies par Washington se sont évaporées. Alors que le président américain Barack Obama avait promis d'intervenir si des armes non conventionnelles étaient utilisées dans le cadre de la guerre civile syrienne, il s'est finalement illustré par sa volte-face spectaculaire après l'attaque chimique contre la rébellion dans la banlieue de Damas, imputée au régime Assad. Un rétropédalage dont s'est immédiatement saisi Moscou pour suggérer à son allié syrien de placer ses armes chimiques sous contrôle, ôtant ainsi aux Occidentaux le principal argument justifiant une intervention. En septembre 2015, nouveau coup de tonnerre. Moscou se lance, sans l'avoir annoncé au préalable – même s'il y a eu des signes avant-coureurs –, dans la plus grande opération militaire en dehors des frontières de l'ex-URSS depuis l'invasion de l'Afghanistan en allant porter secours au régime syrien. « Sans revirement américain sur le dossier syrien, il n'y aurait pas eu d'annexion de la Crimée en 2014 », confiait, à l'époque, à L'Orient-Le Jour une source diplomatique occidentale.

En Syrie comme en Ukraine, quand Vladimir Poutine joue la carte de la désescalade, c'est pour repartir de plus belle. Une tactique qu'il a réexploitée dimanche dernier en exprimant, à la suite de ses discussions téléphoniques avec les présidents français et américain, une volonté d'accalmie. Coup de bluff. À peine 24 heures plus tard, voilà qu'il reconnaît les « Républiques populaires » autoproclamées et que ses hommes franchissent la frontière. « La principale leçon de l'intervention de la Russie en Syrie est que le Kremlin peut agir de manière décisive à des moments cruciaux en ignorant fondamentalement l'opinion occidentale, confiait à L'OLJ, quelques heures avant l'offensive russe, Sergey Radchenko, historien et professeur à la Johns Hopkins School of Advanced International Studies. Il est en outre capable de modifier rapidement la situation sur le terrain grâce à une utilisation efficace de la force militaire. Il s'agit d'un nouveau développement, dont l'opération russe en Syrie a été la première démonstration. ». Il y a de fait, dans la façon qu'a Poutine de narguer aujourd'hui ses adversaires, d'indéniables similitudes avec la manière dont il a géré la bataille d'Alep en 2016, menant la danse de bout en bout, négociant la cessation ou la reprise des hostilités, soumettant alliés comme rivaux, ne leur accordant du répit que pour mieux les prendre au dépourvu.

On se souvient à cet égard de la stratégie de l'anéantissement employée par Moscou dans la partie orientale de la ville aux mains des rebelles. Une méthode déjà éprouvée à Grozny, en Tchétchénie, au tournant du millénaire, et consistant à raser les lieux, à bombarder massivement les infrastructures civiles, à faire fuir une population perçue



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 19

comme favorable à l'opposition, à la terroriser. Sur place toutefois, Moscou a mobilisé peu d'hommes, avec moins de 5 000 soldats stationnés en permanence depuis son intervention. En revanche, il a pu miser sur les ressources humaines fournies par l'Iran à travers son réseau international de milices. Or, dans le cas présent, l'Ukraine était presque entièrement encerclée par plus de 100 000 soldats dans un premier temps, plus de 150 000 à la veille de l'invasion lundi. Sans compter les 1 200 chars, 200 avions de combat et 200 obusiers. « On a constaté un mouvement de puissance et d'équipements militaires russes entre la Syrie et l'Ukraine. Depuis ses bases en Syrie, le commandement russe a renforcé la flotte de la mer Noire et ses alliés dans la région du Donbass, commente Ruslan Trad, analyste et cofondateur de De Re Militari, un journal basé en Bulgarie. En outre, la Russie a testé en Syrie des douzaines d'armes nouvelles, y compris celles ensuite amassées à la frontière ukrainienne. »

Désinformation et intimidation

De Damas à Kiev, la Russie opte pour un avancement progressif qui ne dit pas son nom. C'est au nom de la stabilité qu'est intervenu, au départ, Poutine en Syrie. Aujourd'hui, la Syrie est une province russe. C'est officiellement pour se protéger de « provocations » imputées à l'OTAN par Moscou et pour défendre la population russophone du Donbass, qui serait menacée par Kiev, qu'il intervient dans cette zone. Mais c'est bien toute l'Ukraine, cette nation slave sœur aux frontières arbitraires d'après lui, qu'il a dans le collimateur. « Même pas un État », selon les propos qu'aurait confiés Poutine à son homologue américain George W. Bush en 2008. « La Russie a un intérêt beaucoup plus important en Ukraine et les coûts d'une guerre y sont incomparablement plus élevés qu'en Syrie, observe Sergey Radchenko. La Syrie était en quelque sorte un théâtre de guerre froide pour les Russes, comme une guerre par procuration. »

Afin de justifier la montée des tensions ayant précédé l'invasion du Donbass, Vladimir Poutine n'a cessé de répéter que l'OTAN n'aurait pas respecté sa promesse dans les années 90, après la chute de l'URSS, de ne pas intégrer les pays d'Europe centrale et orientale. Dans un discours prononcé le 1er février courant, le chef de l'État russe a déclaré que les Russes ont été « escroqués, trompés ». Un verbe qui résonne d'ailleurs avec celui qu'il avait employé en 2014 lors de l'annexion de la Crimée : « Ils nous ont menti à plusieurs reprises, ils ont pris des décisions dans notre dos, ils nous ont mis devant le fait accompli. » Dans le cas syrien, le sentiment de trahison – moindre – remonte à février 2011, dans le sillage de l'intervention occidentale en Libye avec l'aval de l'ONU. Moscou avait choisi de s'abstenir face à la résolution appuyant la formation d'une zone d'exclusion aérienne plutôt que de mettre son veto. Mais à la condition difficilement tenable que l'engagement dans le pays n'aboutisse pas à un renversement du régime.

En sus de sa force militaire, Moscou a fait de la propagande son deuxième grand atout. En Syrie, Poutine a gagné une autre guerre, celle de l'information. Et il est bien décidé à en faire de même avec l'Ukraine. Elle lui a permis, à Alep notamment, de faire de la partie un tout, de ranger toute l'opposition à Assad dans la catégorie jihadiste et de nier les actions de l'Armée syrienne libre contre l'État islamique.

Le Kremlin est parvenu, grâce à des médias déployés dans plusieurs langues à travers le monde, à mobiliser différentes émotions au sein d'audiences diverses en convoquant l'histoire nationale, que ce soit l'héritage chrétien, la grandeur de l'empire russe ou la victoire de l'URSS face au nazisme. « La Russie essaye d'utiliser les mêmes fausses accusations dans les deux cas. L'opposition syrienne est généralement dépeinte comme étant jihadiste et les Ukrainiens sont décrits comme des nazis », rappelle Ruslan Trad. Moscou est allé jusqu'à évoquer un génocide qui serait en cours dans le Donbass, perpétré par les autorités ukrainiennes de Kiev. Dans des pays occidentaux où de larges franges des opinions publiques se montrent de plus en plus défiées vis-à-vis de leur modèle démocratique et des médias traditionnels censés le soutenir, Poutine a réussi à se faire apprécier comme anti modèle porteur de valeurs telles que le patriotisme, la puissance ou le conservatisme. Ses manœuvres en Syrie sont louées au sein des droites dures au nom de la stabilité, de la défense des chrétiens d'Orient ou encore de la lutte contre l'islamisme. De façon plus ironique, elles peuvent être plébiscitées dans les rangs des gauches radicales par opposition à l'impérialisme... occidental. La même stratégie est à l'œuvre actuellement avec l'Ukraine, où les événements de lundi sont interprétés comme la réponse à une agression contre Moscou.



Briefing de l'Ifri, 24 février 2022

La Russie vient de donner à l'Occident une magistrale leçon de grammaire stratégique

Il est désormais urgent de prendre un cours de rattrapage accéléré pour éviter le déclassement.

Alors que la Russie a finalement procédé à une invasion de l'Ukraine après des mois de signalement stratégique, il apparaît que Moscou est désormais engagé sur la voie du « changement de régime », une stratégie paradoxalement inspirée par celle mise en œuvre par l'Amérique au début des années 2000. Si le président russe parvient à renverser le pouvoir en place en Ukraine, il n'est pas certain qu'il puisse conserver cette domination. L'histoire est sévère envers l'hubris des conquérants. Une résistance active des Ukrainiens proches de l'Europe est à prévoir malgré une histoire contre-insurrectionnelle brutale de la Russie dans le pays.

Enfin, face à l'inefficacité patentée des sanctions économiques et manœuvres diplomatiques de la communauté occidentale, il est urgent de réactiver les mécanismes de dissuasion et de défense collective. D'autres pistes de réponse stratégique devront aussi être explorées comme le soutien à la résistance ukrainienne, l'action indirecte sur d'autres fronts et la délégitimation sur le temps long de l'agression russe.

La guerre de haute intensité qu'une partie de la communauté stratégique craignait depuis quelques années voir survenir en Europe vient désormais d'éclater sous nos yeux. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, une grande puissance nucléaire déploie toutes ses capacités militaires dans une guerre d'agression contre un pays européen. Les objectifs de la Russie ne se limitent clairement pas au Donbass. Ils ne visent pas non plus l'acquisition de nouveaux territoires. Il s'agit selon toute vraisemblance d'une campagne de grande ampleur visant le changement de régime et destinée à installer à Kiev un pouvoir qui lui garantira l'obéissance et la sécurité.

Le déclenchement des hostilités dans la nuit du 24 février 2022 marque, sans aucun doute possible, un tournant dans l'histoire du XXI^e siècle : après deux décennies au cours desquelles les États-Unis avaient été le seul acteur capable de s'engager dans ce type d'opération, une nouvelle période apparaît qui voit la puissance militaire sinon changer de camp, du moins se banaliser. Si l'ambition démesurée de la Russie en Ukraine ne manquera pas d'avoir un coût stratégique, sans doute fatal sur le long terme, il appartient aujourd'hui aux compétiteurs directs de la Russie – et singulièrement à l'Europe et à la communauté transatlantique – de sortir de son mutisme stratégique en s'appropriant la mécanique qui a jusqu'à présent donné à Vladimir Poutine les cartes pour agir sans entraves majeures.

Jusqu'où ? La Russie engagée dans le changement de régime

Les stratèges russes ont observé avec attention – souvent même avec fascination – la grande stratégie américaine des années 2000. Au lendemain des attentats du 11 Septembre, alors que la Fédération était embourbée dans sa longue guerre de Tchétchénie, les Américains déployaient toute leur puissance diplomatique et militaire pour renverser les pouvoirs honnis des Talibans et de Saddam Hussein. La lecture russe de ce que nous avons vu en Occident comme une « guerre contre le terrorisme » mettait bien davantage en avant une grande stratégie de « régime change » (changement de régime) face à des adversaires géopolitiques. Vu de Moscou cette logique avait déjà commencé en 1999 en Serbie contre Slobodan Milosevic et s'est poursuivie durant les Printemps arabes, notamment avec l'intervention franco-anglo-américaine en Libye en 2011.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

Moscou s'est opposé clairement à deux de ces actions – en Serbie et en Irak – et a ensuite affiché son regret d'avoir laissé faire dans les deux autres – en Afghanistan et en Libye. La fermeté de Vladimir Poutine 1.

Sur la notion lire R. Snyder et J. Mahoney, « The Missing Variable: Institutions and the Study of Regime Change. », *Comparative Politics*, vol. 32, n° 1, 1999, p. 103-122. au côté de la Syrie de Bachar al-Assad dès 2012 s'explique largement par sa volonté de mettre un terme à ce qu'il percevait comme un cycle ininterrompu de changements de régime orchestrés par « l'Occident collectif » – témoignant au passage de la paranoïa conspirationniste qui n'a fait que croître au Kremlin, niant toute responsabilité et capacité d'action aux acteurs locaux.

Malgré cette opposition géopolitique et diplomatique grandissante de la Russie face aux États-Unis, le « modèle de guerre » américain a exercé une fascination sur les élites stratégiques russes. Il a été analysé dans de nombreux textes, y compris dans un célèbre article de l'actuel chef d'état-major des armées, Valery Gerasimov, qui en février 2013 décrivait une nouvelle forme de « guerre non linéaire » dans laquelle les mesures non militaires précédaient de longtemps l'action de vive force, à un ratio de 4 pour 1. Formation de coalitions internationales, pressions économiques, négociations puis ruptures diplomatiques, mise en place de sanctions, formation d'opposition politique interne contre le régime adverse, soutien clandestin à des forces d'opposition paramilitaires et bien sûr action informationnelle et cybernétique systématique devaient contribuer au « modelage » du théâtre². Ces mesures non militaires s'accompagnent selon le texte de Gerasimov de gesticulations en matière de dissuasion (y compris nucléaire) et de déploiements stratégiques à des fins d'intimidation – deux éléments très présents dans la manœuvre russe en Ukraine ces derniers mois. Dans l'hypothèse – pas forcément systématique mais bien identifiée – où les mesures non cinétiques ne suffisent pas, une intervention militaire massive mais rapide peut être envisagée au moyen de frappes de précision à longue portée se concentrant d'abord sur la neutralisation des systèmes de défense aérienne et la paralysie – par destruction ou par cyberattaque – des systèmes de commandement adverses avant l'engagement de troupes au sol.

Il est d'ailleurs à noter que la doctrine américaine en matière d'aveuglement et de sidération de l'adversaire, reprenait elle-même de vieilles réflexions soviétiques sur la notion de choc opératif. Ce « modèle américain », la communauté stratégique russe se l'est aujourd'hui pleinement approprié. Il en déroule aujourd'hui le scénario en Ukraine presque point par point. Ces éléments de comparaison avec les campagnes américaines des années 2000 ne cherchent en aucune manière à mettre en parallèle la moralité ou la légitimité internationale de ces différentes actions, bien au contraire, les contextes politiques sont pratiquement opposés.

Le « modèle de guerre » américain a exercé une fascination sur les élites stratégiques russes évidemment strictement rien en commun aux pouvoirs sanguinaires de Milosevic, des Talibans, de Saddam Hussein, Mouammar Kadhafi ou Bachar al-Assad. C'est sur le plan de la stratégie – soit l'art d'employer la force pour parvenir à ses fins – que le parallèle avec l'action militaire américaine, notamment en Irak en 2003, est frappant : Tout d'abord l'argumentaire monté de toutes pièces d'une menace humanitaire et du risque génocidaire : « Les États-Unis ne permettront pas aux forces de la terreur de disposer des outils d'un génocide⁴ », affirmait Dick Cheney en 2002 lors de la marche à la guerre sur l'Irak. On pourrait évidemment aussi citer la mise en avant de la « responsabilité de protéger » employée face à la Libye en 2011, alors que le fils de Mouammar Kadhafi menaçait de faire couler des « rivières de sang » dans les rues de Benghazi révolté. Le premier argument était spécieux, le second plus justifiable. Celui de Vladimir Poutine aujourd'hui est inepte, et un dévoiement total des principes humanitaires. Les habitants russophones du Donbass évacués en grande pompe le 20 février disaient eux-mêmes ne pas voir l'urgence de cette évacuation humanitaire.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 22

L'utilisation des négociations diplomatiques comme manœuvre de temporisation est également signifiante : en 2003, les chancelleries opposées à la guerre contre l'Irak – dont bien entendu la diplomatie française – s'étaient agitées tant qu'elles l'avaient pu pour « laisser une chance à la paix » selon le vieux mantra du Vietnam.

En réalité les enquêtes de fond et les travaux de recherche ont révélé depuis lors que la décision d'une action militaire était prise depuis longtemps et que tout le ballet diplomatique n'était là que pour gagner du temps et développer la légitimité de l'action. Faute d'un feu vert des Nations unies, l'action n'en était pas moins lancée. Conscient de son manque de relais internationaux, Moscou n'a pas cherché un quelconque aval du Conseil de sécurité dans le cas ukrainien, mais a bien joué tant qu'il a pu sur la quête effrénée d'apaisement diplomatique pour réussir à surprendre alors que le déploiement de troupes depuis le mois de novembre 2021 ne laissait guère de doute sur l'objectif final. La mise en œuvre d'une stratégie militaire visant « le choc et l'effroi » : le déclenchement de l'opération dans la nuit du 24 février 2022 après une longue mise en place de plusieurs mois correspond bien au schéma classique d'une opération de changement de régime telle que l'avait mis en œuvre Iraqi Freedom en 2003.

L'entrée en action de l'arme aérienne et des capacités de missiles à longue portée est suivie de près par l'entrée en mouvement des forces terrestres groupées en bataillons interarmes agiles et manœuvriers qui ne devrait pas s'arrêter avant la capitale. Enfin, le projet avancé le 23 février par Vladimir Poutine de « dénazification » de l'Ukraine est le dernier indice indubitable du projet russe de changement de régime. Là encore, il est frappant de constater que l'image de l'Allemagne en 1945 était aussi convoquée en 2003 par les Américains en Irak pour évoquer leur projet politique, parlant alors de « dé-baathification ». Une fois encore comparaison n'est évidemment pas raison, et si l'analogie américaine entre Allemagne nazie et l'Irak du Parti Baas était bien imparfaite – et pour tout dire naïve – la référence au nazisme pour décrire l'Ukraine de 2022 est simplement délirante.

Il n'empêche que cette référence au nazisme – destiné notamment à l'opinion publique russe par le martèlement du souvenir obsessionnel de la « Grande Guerre patriotique » – vient confirmer l'ambition géopolitique de l'entreprise. Le Donbass n'est pas l'objectif, c'est l'Ukraine. Et après ? Hubris et Némésis. Nous sommes donc bien dans les premières heures d'une opération de changement de régime lancée par Moscou contre l'Ukraine. Or, la leçon principale des vingt années de guerre américaine au Moyen-Orient est que l'histoire est tragique. Comme dans les pièces de théâtre de la Grèce antique, à chaque fois que les dirigeants cèdent à la démesure (hubris), un châtement bien mérité (némésis) finit par s'abattre sur eux. Le sort des Américains en Irak après 2003 est connu : le déclenchement sous trois mois d'une insurrection qui fera du pays le pire borborygme militaire pour les États-Unis depuis le Vietnam. On voit mal comment l'armée qui a tant étudié le « modèle américain » aurait pu passer à côté de cette évidence.

Comment comprendre la surestimation par Vladimir Poutine de sa capacité à sortir par le haut d'une opération de changement de régime face à une population ukrainienne clairement opposée ? L'une des explications réside peut-être dans la conception de l'histoire des relations entre Ukraine et Russie, qui obnubile clairement le maître du Kremlin – son discours du 22 février, comme son long article « académique » du 15 juillet 2021 ; que les deux peuples n'en forment, dans la pensée poutinienne, qu'un seul a trop souvent été mise en avant pour prouver qu'il ne pouvait pas céder à l'agression qui apparaîtrait alors comme un acte fratricide. Mais l'argument peut être retourné : vu de Moscou, et aussi insensé que cela puisse nous paraître en tant qu'Occidentaux, c'est précisément parce que les Ukrainiens sont un « peuple frère » qu'ils ne s'opposeront pas radicalement à une tutelle russe. Il n'y a aura pas de rejet spontané autre que par ceux que le Kremlin a depuis longtemps désignés comme des agents de l'étranger. C'est pourquoi le fantôme de l'Afghanistan ne semble pas hanter autant qu'il le devrait les stratèges russes.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 23

L'histoire russe est pleine de révoltes ukrainiennes matées dans le sang. Pour ne se limiter qu'au XXe siècle, le sort peu enviable des partisans de Nestor Makhno, nationaliste ukrainien à la tête d'une guérilla de 50 000 combattants en 1919 et vaincu brutalement en l'espace de deux ans par l'armée rouge de Léon Trotski est évidemment présent à l'esprit des stratèges russes.

Plus présent encore est peut-être le souvenir de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) de Stepan Bandera créée en 1942 en pleine occupation nazie de l'Ukraine. Après avoir entretenu des relations complexes et souvent coupables avec le IIIe Reich, le mouvement a cherché en vain à s'opposer au retour des forces soviétiques entre 1944 et 1952 – un discret soutien britannique et américain se fera même jour après 1946. Au bout de quatre ans de résistance, on estime que plus de 100 000 membres ou supposés tels de l'organisation auraient été tués et que 250 000 autres auraient été capturés et souvent déportés dans le cadre de la répression orchestrée par le NKVD. Si les figures de Makhno et Bandera sont aujourd'hui héroïsées en Ukraine – surtout dans l'Ouest – elles sont aussi omniprésentes dans l'imaginaire stratégique russe, justifiant bien souvent les accusations de « fascisme ukrainien ». En Europe occidentale, la référence à ces épisodes tragiques donne le frisson, elle renvoie avant tout à l'image des « Terres de sang » dont on espère avoir définitivement tourné la page avec le retour de la paix. Mais il ne faut pas négliger la possibilité que cette histoire ait une autre signification à Moscou : celle qu'une victoire est possible, brutale si nécessaire. Que la Russie connaît l'Ukraine et qu'elle sait comment la dompter. Cela passera sans doute par une « contre-insurrection » douloureuse, sans doute sous-traitée à un pouvoir satrapique du style de celui de Ramzan Kadyrov en Tchétchénie, ou des Républiques.

L'histoire russe est pleine de révoltes ukrainiennes matées dans le sang autonomes du Donbass, d'Ossétie ou d'Abkhazie, le cas échéant par des milices privées sécurisant le régime.

Ce scénario « à la syrienne » semble inconcevable pour un pays de la taille et au niveau de développement politique de l'Ukraine. Mais il est possible qu'il soit aujourd'hui envisagé sérieusement par un pouvoir russe isolé et mégalomane. Que faire ? Pour un retour à la grammaire stratégique. Après avoir voulu imiter « l'Occident guerrier et révisionniste » de l'Amérique post 11 Septembre, la Russie n'a eu de cesse de mépriser « l'Occident décadent et pusillanime » et notamment de l'Europe qui a peur de sa force et pris une trajectoire orthogonale à la notion de puissance. La crainte de la guerre comme repoussoir absolu pour les Européens est en cela un point majeur, alors même que le fait d'être capable d'employer la force est non seulement assumé mais considéré comme un attribut essentiel de la puissance par Vladimir Poutine.

La Russie vient de donner à l'Occident une magistrale leçon de grammaire stratégique. Il est désormais urgent de prendre un cours de rattrapage accéléré pour éviter le déclassement. Alors que tout au long de la crise Moscou n'a eu de cesse de montrer que toutes les options étaient effectivement sur la table, y compris jusqu'au sommet de l'échelle de la violence – soit le feu nucléaire – la réponse occidentale à la crise ukrainienne est jusqu'alors restée extrêmement prévisible et cantonnée au champ non militaire. L'Ukraine n'étant pas membre de l'Alliance Atlantique, toute action militaire ou même dans le champ de la sécurité stricto sensu a été systématiquement écartée. Le train de sanctions économiques, annoncé de longue date, n'a eu évidemment aucun effet de surprise pour Moscou. Les annonces de « réassurance » de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) auprès des pays de l'Est demeurent pour l'heure en ligne sur ce que le Kremlin avait pu voir se mettre en place depuis sa première action ukrainienne de 2014 et intégré par lui dans les conséquences de ses agissements.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 24

Si Vladimir Poutine a bel et bien sous-estimé la difficulté que représentera une opération militaire en Ukraine – notamment dans sa phase de stabilisation – il a aussi sous-estimé l'ampleur de la réaction occidentale. Il est urgent de lui donner tort, en rompant s'il le faut avec un certain nombre de tabous. La maîtrise de l'escalade (escalation dominance) est un concept clé en matière de dissuasion qui avantage systématiquement celui qui en bénéficie. L'asymétrie des intérêts y tient une place prépondérante comme l'illustre la crise actuelle. En faisant de l'Ukraine un enjeu de sécurité quasi vitale pour la Russie – ce que nous pouvons contester dans notre analyse à froid vu de Paris, Berlin ou Londres mais qui est pourtant bien mis en avant par le pouvoir russe depuis longtemps – Moscou se laisse la possibilité de monter progressivement en gamme dans la confrontation. La gesticulation nucléaire, du déploiement de bombardiers stratégiques en Biélorussie dès le mois de novembre, à celui de missiles hypersoniques à Kaliningrad au mois de janvier et à l'exercice Grom en février, vient démontrer cette résolution.

Pour l'heure aucune réponse visible n'a été apportée à ces actions. Or, la mise en place d'un dispositif réactif semble désormais urgente pour démontrer la détermination des Occidentaux à stopper l'engrenage infernal. L'appropriation par les Européens notamment de la grammaire stratégique, y compris de la dialectique de l'escalade, est paradoxalement la seule manière d'endiguer l'agression. Vladimir Poutine doit comprendre que l'escalade n'est pas à sens unique. Or, tant qu'une menace effective sur les intérêts de sécurité russes ne viendra pas contrebalancer la protection de ces mêmes intérêts par Moscou en Ukraine, les autres sanctions ne seront que des « coûts » que le Kremlin est prêt à payer, le prix de ce qu'il perçoit être une action nécessaire pour renforcer sa sécurité dans le long terme. Cela passe d'abord évidemment par le renforcement de la ligne rouge otanienne dans le cadre de la défense collective et de l'article 5. La Russie ne doit pouvoir se faire absolument aucune illusion sur la possibilité qu'elle aurait à pousser plus avant son aventurisme militaire. Un renforcement immédiat de la présence avancée renforcée est assurément un minimum attendu dans ce cadre.

Comme l'a affirmé le Secrétaire général Jens Stoltenberg lors de la conférence de Munich la semaine passée « si l'objectif du Kremlin (en attaquant) est d'avoir moins d'OTAN sur les frontières russes, il n'obtiendra que davantage d'OTAN ». D'aucuns jugeront inutilement escalatoires la décision – ou la menace – des réponses telles que le déploiement significatif de forces à l'Est de l'Alliance, le constat de décès de l'Acte fondateur Russie-OTAN de 1997. C'est pourtant aujourd'hui la seule manière de forcer Vladimir Poutine à recalculer les coûts et bénéfices de sa guerre en Ukraine. Le champ de la dissuasion n'est pas le seul qui puisse jouer pour faire cesser l'escalade. La némesis peut être aidée de l'extérieur, et l'Europe peut faire en sorte qu'elle survienne plus tôt que tard. Il ne s'agit évidemment pas d'engager des troupes européennes ou américaines en Ukraine. Il est trop tard pour cela. En revanche, les expériences conduites par le passé, auprès de mouvements irréguliers et insurrectionnels doivent nous éclairer sur les stratégies possibles, sous le seuil de la guerre ouverte, en matière d'appui à des mouvements de résistance qui ne manqueront pas d'émerger. Des réponses indirectes peuvent aussi être imaginées là où la Russie est faible et où ses opposants sont plus forts.

Une fois encore, c'est malheureusement à cette école que Moscou s'est montré expert au cours des dernières années. Vladimir Poutine doit comprendre que l'escalade n'est pas à sens unique placée pour le savoir entre les agissements du groupe Wagner au Mali et en Centrafrique. La stratégie des mille entailles, elle aussi, peut jouer dans les deux sens. Enfin l'Union européenne et ses États membres qui se targuent de « puissance normative » sont désormais mis à l'épreuve de leur projet fondamental. Si le son des canons et des bombes doit nous inciter à ne plus nous bercer d'illusion sur ce que peut cette puissance normative face à la force brute, le temps long pourra peut-être encore lui donner raison – comme ce fut le cas durant la guerre froide – à condition de s'en donner les moyens.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 25

Voici venu le temps de montrer comment la condamnation par le droit international, et la convocation de force morale, du soutien à la société civile, aux intellectuels et aux artistes qui se dressent contre la force brute peuvent hâter sa démise et contribuer à rétablir l'équilibre.

Ukraine: l'arme de la dissuasion financière

Par Muriel Motte et Gilles Sengès - 28 février 2022 à 6h00

Après quelques jours de tâtonnement, les Occidentaux se sont mis en ordre de bataille pour punir financièrement le maître du Kremlin et la Russie. De son côté, Vladimir Poutine a mis en alerte la force de dissuasion nucléaire

Les faits -

L'Union européenne va financer l'achat et la livraison d'armes et d'autres équipements à l'Ukraine, a annoncé dimanche la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Il a aussi été décidé de fermer l'espace aérien européen aux avions russes, interdire les médias d'Etat russes dans le bloc communautaire et de prendre des sanctions contre de l'allié du Kremlin, la Biélorussie.

Vladimir Poutine semble avoir fait deux erreurs stratégiques en envahissant l'Ukraine. La première était de penser qu'il suffirait de frapper les seules infrastructures critiques du pays pour qu'il tombe comme un château de cartes. La seconde était de tabler sur la pusillanimité de l'Allemagne en matière de sanctions par crainte de se voir couper le robinet du gaz. Or, depuis le début de l'offensive russe, les Ukrainiens, leur président en tête, font preuve d'un courage et d'une résistance remarquables au vu de leurs moyens militaires. Quant aux Allemands qui traînaient autant des pieds pour envoyer des armes à Kiev que pour exclure les banques russes du système de paiement Swift, tout comme ils s'étaient fait tordre auparavant le bras pour accepter de geler le gazoduc Nord Stream 2, ils ont jeté leur gourme en quelques heures !

Vendredi, la ministre des Affaires étrangères allemandes, Annalena Baerbock, expliquait encore que la sortie de la Russie du réseau de messagerie bancaire causerait des « dommages collatéraux massifs » dans son pays évoquant la livraison de gaz, mais aussi de charbon. Un comble pour une écologiste. Samedi, virage à 180 degrés. Non seulement Berlin ne s'oppose plus à l'exclusion de la Russie de Swift avec des restrictions « ciblées afin qu'elle affecte les bonnes personnes » mais le chancelier Olaf Scholz annonce que son pays, qui avait répondu aux appels à l'aide de l'Ukraine par l'envoi de 5000 casques et d'un hôpital de campagne, allait désormais lui fournir 1000 armes antichar et 500 missiles sol-air Stinger provenant de ses stocks. L'heure étant visiblement aux bonnes résolutions, le même ajoutait dimanche que l'Allemagne allait accroître fortement ses dépenses militaires et y consacrer désormais chaque année 2% de son produit intérieur brut (PIB). La page Angela Merkel semble bel et bien tournée !

Grande première. Un nouveau train de sanctions devait être pris dimanche en fin de journée par les ministres des Affaires étrangères des Vingt-sept avec, donc, l'exclusion de banques russes du réseau Swift et l'interdiction de l'ensemble de l'espace aérien européen aux compagnies russes, déjà instaurée par nombre de pays comme l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, le Danemark, la Suède, la Finlande, l'Islande. La France s'appêtait à suivre le mouvement dans la soirée. Autre décision commune aux puissances occidentales, l'imposition de restrictions sur les actifs de la banque centrale russe. Sont aussi visés les oligarques proches du pouvoir, les ministres de Vladimir Poutine dont son ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov et,



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

grande première, le maître du Kremlin en personne ! Certains disent qu'il serait l'homme le plus riche de Russie avec une fortune estimée à 100 milliards de dollars, selon le *New York Times*. Les établissements impliqués dans le négoce des matières premières figurent-ils parmi la « sélection de banques russes » exclue de Swift ? Si oui, la Russie souffrira.

S'ouvre aujourd'hui l'éternel débat sur l'efficacité des sanctions. Les opposants rappellent que celles imposées à Moscou en 2014 après l'annexion de la Crimée n'ont pas empêché Moscou d'attaquer aujourd'hui l'Ukraine. D'autres renvoient à l'étude du Peterson institute for international economics qui évalue à un tiers le taux de succès sur 204 cas étudiés. La Russie est un pays riche – 630 milliards de dollars de réserves de change (447 milliards en 2018) –, qui a appris à vivre en autarcie sous l'aiguillon des restrictions passées. Ses excédents budgétaire et commercial le mettent à l'abri des besoins de financement extérieurs, en tout cas à court terme. Cela réduit l'emprise de l'Occident sur Moscou. Dans ce contexte, le couper de la messagerie Swift, « l'arme nucléaire financière », dixit Bruno Le Maire, peut-t-il faire pschitt ?

Dédollarisation. Schématiquement, ce réseau permet à plus de 11 000 organisations bancaires de quelque 200 pays d'effectuer des transferts entre elles. Créé en 1973, il est le support indispensable au commerce mondial, dont il valide l'essentiel des transactions. La Russie l'utilise massivement puisqu'au moins 300 institutions financières, soit plus de la moitié de ses organismes de crédit, y sont affiliées. Les établissements impliqués dans le négoce des matières premières figurent-ils parmi la « sélection de banques russes » exclue de Swift ? Si oui, la Russie souffrira, mais le monde risque de subir une tempête sur les prix et l'approvisionnement. Premier exportateur mondial de céréales, troisième pour le pétrole, Moscou fournit aussi 40% du gaz de l'Europe (20% pour la France, 55% pour l'Allemagne). La question est de savoir quels sacrifices financiers l'Occident est prêt à consentir pour défendre son intégrité. Dans le cas inverse, « si la Russie continue de recevoir des devises pour le gaz qu'elle exporte, à quoi sert-il de l'isoler ? », s'interroge l'ex-secrétaire général du Quai d'Orsay, Maurice Gourdault-Montagne dans les colonnes du *JDD*.

Le bloc occidental veut faire de la Russie un intouchable des marchés financiers. Il lui est dorénavant impossible d'émettre, de refinancer, ou d'échanger sa dette en devises ou en roubles sur l'euromarché

Par ailleurs, Vladimir Poutine, qui prépare son offensive de longue date, a aussi armé son pays dans le domaine financier. « Les Russes ont développé avec les Chinois un système équivalent à Swift », affirme Emmanuel Quidet, président de la CCI France-Russie. Si la Chine est discrète à ce stade, l'axe Moscou-Pékin sortira sans doute renforcé de cette guerre, avec un objectif commun de « dédollarisation » accélérée de l'économie mondiale.

Mais d'ici là, le bloc occidental veut faire de la Russie un intouchable des marchés financiers. Il lui est dorénavant impossible d'émettre, de refinancer, ou d'échanger sa dette en devises ou en roubles sur l'euromarché. Aucune banque occidentale ne se portera contrepartie de ses opérations, mais là encore quid des institutions chinoises ? L'autre biais c'est de paralyser sa riche banque centrale. Le but est d'empêcher Moscou d'exploiter ses réserves en dollars comme il l'entend. Ses paiements peuvent être bloqués via les systèmes bancaires internationaux s'ils visent à contourner l'embargo. Est-il aussi possible d'entraver la défense du rouble par Moscou ? La monnaie russe a atteint des records de faiblesse à la veille du week-end, y compris vis à vis du yuan chinois. Cela traduit un appauvrissement bien réel du pays. A cela s'ajoute « l'effet swift » qui pourrait amputer de 7 % le PIB russe, chiffrent des experts cités par *Les Echos*.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 27

N'en déplaise à Vladimir Poutine, la fierté et la puissance russe pourraient être mises à genoux. Ce à quoi, le maître du Kremlin répond en brandissant la menace nucléaire...

En face, Vladimir Poutine l'a bien compris – et en cela il est rationnel : personne à l'Ouest, ne veut « mourir pour Kiev » et encore moins pour Kharkov, Marioupol ou Odessa. La Russie pouvait donc agir, en acceptant d'en payer le prix en termes de sanctions. Elle s'y est d'ailleurs préparée, alors qu'elle est déjà sous un régime de sanctions depuis l'annexion de la Crimée en 2014 ou les agressions contre les opposants (Skripal, Navalny).

En matière de dissuasion face à une puissance militaire déterminée, les sanctions économiques se révèlent donc être un sabre de bois. Elles ne servent qu'à punir, pas à prévenir. Entre temps, l'Ukraine se retrouve seule, comme jadis la Tchécoslovaquie face à Hitler (1938) ou la Finlande face à Staline (1939-1940).

L'affaiblissement de la capacité dissuasive des Occidentaux traduit la fin de leur hégémonie. En 1999, lors de la guerre du Kosovo, la Russie, très affaiblie, l'avait douloureusement vécu de son côté

Certes, l'Otan conserve une capacité de dissuasion, grâce notamment au parapluie nucléaire américain, pour les pays membres de l'Alliance atlantique. Le statut des pays baltes, de la Pologne ou de la Roumanie est radicalement différent de celui de l'Ukraine, et c'est justement pourquoi celle-ci tenait tant à rejoindre l'Otan. Reste que, jusqu'à présent, les Russes n'ont jamais véritablement testé la détermination de Washington, de Paris ou de Berlin à « mourir pour Tallin, Vilnius ou Riga ».

L'affaiblissement de la capacité dissuasive des Occidentaux traduit la fin de leur hégémonie. En 1999, lors de la guerre du Kosovo, la Russie, très affaiblie, l'avait douloureusement vécu de son côté. Elle n'était pas parvenu à empêcher l'Otan d'attaquer la Serbie – son allié. Vingt-trois ans plus tard, Moscou prend sa revanche sur le dos des Ukrainiens. Cette perte de puissance se constate ailleurs : au Mali, la France n'a pas réussi à « dissuader » les autorités de faire appel aux mercenaires de Wagner. En Syrie, les Occidentaux n'avaient pas pu empêcher les interventions militaires russes et turques. Qu'en sera-t-il demain avec la Chine à Taïwan ?

L'absence d'une « architecture de confiance et de sécurité »

Après 1989-1991, l'Europe s'est reconstruite sur la base d'une victoire de l'Occident et d'une défaite de la Russie. Les spécialistes peuvent en débattre à l'infini, mais c'est ainsi que les Russes l'ont perçu dans leur immense majorité. L'ordre européen issu de l'après-guerre froide ne leur convenait pas. Naguère l'un des « deux grands » avec les Etats-Unis, la Russie est devenue une puissance « révisionniste » qui cherche à déstabiliser l'« architecture » européenne à son profit. Les trois dernières décennies ont laissé un goût de cendres dans les bouches russes. Après le Kosovo, il y a eu, en 2003, l'attaque des Etats-Unis contre l'Irak, puis celle de l'Otan contre la Libye en 2011.

Essentiellement préoccupés par la Chine, les Etats-Unis ont finalement relégué la Russie au statut humiliant de « puissance régionale », avant que celle-ci ne se rappelle à leur souvenir en Ukraine.

Sous le parapluie américain, des pays européens ont adopté une ligne de défiance et de confrontation avec Moscou : c'est le cas du Royaume-Uni, de la Suède, de la Pologne, des Baltes, par exemple. D'autres ont une attitude plus ouverte : l'Allemagne, l'Italie, la Hongrie ou la France.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 28

Ainsi, en 2019, Emmanuel Macron accueillait Vladimir Poutine en tête à tête au Fort de Brégançon, puis plaidait pour une « nouvelle architecture de confiance et de sécurité » incluant la Russie. Cette architecture devait inclure des discussions sur les armes à portée intermédiaires, les forces conventionnelles, le cyber, les échanges d'informations, etc. Vis-à-vis de Moscou, le Président français pratiquait le « en même temps » : « dialogue » et « fermeté ». Ses efforts, réels, ont été vains. Incomprise par nos alliés, méprisée par Moscou – qui n'y voyait qu'une idée française de peu d'influence – cette « architecture » n'a jamais vu le jour. De cet échec, les Ukrainiens en paient aujourd'hui le prix très lourd. Ils ne seront peut-être pas les seuls.

Pourquoi Poutine a déjà perdu la guerre

Le 24 février 2022, au premier jour de l'offensive russe contre l'Ukraine, j'écrivais : « Quelle que soit l'issue de la guerre, Poutine l'a déjà perdue. En plus de pousser vers l'Ouest ce qui restera de l'Ukraine, elle va renforcer voire agrandir l'OTAN, isoler et affaiblir la Russie qui deviendra paria, et menacer son propre pouvoir à Moscou. Le début de la fin. » Il peut paraître présomptueux au premier jour d'une guerre d'en prédire l'issue, et contre-intuitif – ou optimiste – d'envisager que celle-ci ne soit pas favorable au plus puissant des deux belligérants. Il me semblait toutefois que ce dénouement s'imposait comme la conclusion logique du raisonnement suivant, en cinq étapes.

1 — Le prix de la victoire militaire

Si la victoire militaire de Poutine semble inévitable, compte tenu de l'asymétrie des forces en présence, elle aura un coût humain et matériel considérable. En seulement trois jours d'affrontement, l'état-major des armées ukrainien – dont il faut bien entendu prendre les chiffres avec le recul nécessaire – estime que les forces russes ont perdu 4300 hommes (tués ou capturés), 27 avions, 26 hélicoptères, 2 bateaux, 146 tanks et 706 véhicules blindés³. Moscou de son côté nie avoir subi ces pertes et ne communiquera sans doute jamais le bilan véritable. Quoi qu'il en soit, grâce à l'extraordinaire combativité des Ukrainiens, alimentés en armes par au moins 28 pays, l'affrontement n'est pas la blitzkrieg espérée : il est plus intense et sera sans doute plus long que les stratèges russes ne l'espéraient. Comme l'a souligné Lawrence Freedman, ils ont commis deux erreurs classiques, la sous-estimation de l'ennemi et la surestimation de leurs propres forces, qui sont en fait la même : l'arrogance.

Cela pose aux forces russes des problèmes de logistique (manque de carburant, de rations et peut-être même de munitions) – dont on savait avant même l'invasion que ce serait le point faible d'une opération de ce type – mais aussi des problèmes d'image puisque la partie ukrainienne documente et diffuse abondamment des photos et des vidéos d'avions abattus, de tanks détruits, de soldats russes tués et capturés, et des crimes de guerre commis (par exemple l'usage de bombes à sous-munitions dans des zones civiles)⁶. Ils le font avec le soutien d'une communauté d'« Osinters », c'est-à-dire d'experts du renseignement d'origine sources ouvertes, situés partout dans le monde, et dont l'efficacité dans ce conflit est spectaculaire – comme l'est aussi l'utilisation des réseaux sociaux, en particulier Twitter. Au contraire de leurs adversaires, les forces ukrainiennes communiquent extrêmement bien et le président Zelensky est en quelques jours devenu une figure héroïque, louée dans le monde entier. Quelle que soit l'issue militaire du conflit, Poutine a déjà perdu la bataille de l'image.

Le manque de résultats concrets sur le terrain, la lenteur de l'avancée des envahisseurs, qui à l'heure où nous écrivons ces lignes ne contrôlent toujours aucune ville majeure, combinée aux difficultés précédentes font grandir un sentiment de frustration au sein des troupes russes. Comme tous n'étaient pas convaincus de la nécessité de cette guerre, plus elle dure et plus le doute s'installera dans les esprits, atteignant peut-être bientôt le moral des troupes. Dans tous les cas, il est certain que Moscou perdra au moins plusieurs milliers d'hommes, ce qui fera de cette guerre son intervention militaire la plus coûteuse des deux dernières décennies.

Dans ces conditions, il y a deux possibilités. La première est que Poutine n'aille pas jusqu'au bout. La résistance locale s'ajoutant à la pression internationale et au risque national (voir points 4 et 5 ci-dessous), elle pourrait le pousser à la négociation avant la défaite de l'armée ukrainienne. Il le présenterait avantageusement mais personne



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 29

ne serait dupe : ce serait pour lui personnellement et pour les forces armées russes un échec cuisant, et même une humiliation. Il était prêt à payer un prix calculé pour un gain, mais il risque de payer un prix beaucoup plus élevé qu'il ne l'imaginait pour un gain moindre ou inexistant. Poutine sait qu'une défaite en Ukraine signifierait sans doute sa chute à Moscou. S'il se sent dos au mur, le plus probable est donc qu'il choisisse la fuite en avant.

La seconde possibilité, qui malheureusement semble plus vraisemblable, est qu'il s'entête quel qu'en soit le prix. Les combats pourraient encore durer des semaines et, pour en accélérer l'issue et donc diminuer l'impression d'une défaite russe, pour briser le moral de la population ukrainienne, il pourrait être tenté d'avoir recours à des frappes aériennes massives massacrant des dizaines de milliers de civils, comme les Russes ont montré qu'ils savaient le faire en Syrie. C'est d'autant moins exclu que l'hypothèse avait déjà été discutée à la télévision russe en 2016 : alors qu'un intervenant suggérait « qu'il ne serait pas utile d'envoyer des forces terrestres russes dans les grandes villes ukrainiennes car cela entraînerait « d'énormes pertes pour l'armée russe »[, d'autres] n'étaient pas d'accord et ont déclaré que [le carpet bombing d']Alep montre la voie que Moscou pourrait suivre ».

2 — Le borbier de l'occupation

Dans cette seconde hypothèse où, d'une manière ou d'autre, Moscou finirait par remporter une victoire militaire – à un prix qui sera donc exorbitant, non seulement pour le peuple ukrainien mais aussi pour les soldats russes –, ce ne serait que le début des difficultés. Si la guerre américaine en Irak (Operation Iraqi Freedom, 2003) est une indication, voire une inspiration pour Moscou puisque comme l'a montré Elie Tenenbaum le parallèle « est frappant », il faut rappeler que le fameux discours de George W. Bush du 1er mai 2003 sur le porte-avion USS Abraham Lincoln affichant fièrement une bannière « Mission accomplished » marquait non pas la fin mais le début des ennuis pour les Américains en Irak (en 2010, Bush reconnaîtra d'ailleurs que cette bannière était « une erreur »). Il y a certes une différence importante, qui est que les Russes sont beaucoup plus proches des Ukrainiens que les Américains ne l'étaient des Irakiens, et donc qu'ils avaient davantage de raisons d'espérer être accueillis en « libérateurs » par au moins une partie d'entre eux – mais l'agression russe au lieu de profiter de la désunion de la société ukrainienne semble au contraire avoir suscité un effet de « ralliement autour du drapeau » contre l'envahisseur, auquel Moscou ne s'attendait visiblement pas.

Dans tous les cas, prendre un pays est une chose – et c'est à la portée d'une grande puissance militaire comme la Russie – mais le tenir, c'est-à-dire l'occuper, en est une autre. C'est une remarque qui vaut aussi pour la Chine vis-à-vis de Taïwan.

Si, première option, Poutine annexe de facto l'ensemble du territoire ukrainien, les troupes russes feront face au quotidien à une résistance certes variable mais réelle et probablement durable parce que soutenue par l'étranger, en matériel et en volontaires (qui affluent déjà : le 27 février, Zelensky annonçait la création d'une légion internationale, formation de la garde nationale enrôlant des étrangers). Cette occupation sera donc extrêmement coûteuse, à la fois économiquement et humainement, et pour cette raison elle sera sans doute aussi impopulaire au sein non seulement de la population mais aussi de l'élite russes.

Si la deuxième option qui pour les raisons précédentes est la plus probable, Poutine préfère ne garder sous son contrôle qu'une partie du territoire – sans doute le Donbass et le corridor sud permettant de le relier à la Crimée voire peut-être à la Transnistrie – et placer à Kyïv un gouvernement pro-russe, le risque est alors celui d'une guerre civile puisque la résistance sera la même mais dirigée cette fois contre ces autorités illégitimes. Le rapport de force n'étant a priori pas en faveur de ces dernières – puisque le centre et l'ouest de l'Ukraine sont précisément les régions majoritairement pro-occidentales –, les Russes contrôlant le reste du pays seront sans doute contraints d'intervenir régulièrement, maintenant le pouvoir local sous perfusion, ce qui reviendrait de fait à une version dégradée de la première option.

Si, troisième option qui pour les raisons précédentes est plus probable que les deux autres, Poutine divise le pays en deux, par exemple au niveau du Dniepr, créant de fait une Ukraine de l'Est sous son contrôle (soit direct par



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 30

annexion, soit indirect par la mise en place d'une autorité à sa solde à la manière biélorusse) et une Ukraine de l'Ouest à laquelle il renonce parce ce qu'elle serait de toute façon ingouvernable et parce que cela lui donne une carte à jouer dans une négociation avec l'OTAN, la situation sur le long terme ne lui sera pas plus favorable puisque cette Ukraine de l'Ouest cherchera à rejoindre le plus vite possible l'Union européenne voire l'OTAN, qui pourraient y être plus favorables qu'avant. Autrement dit, même si elle ne concernera pas la même surface territoriale, Poutine aura accéléré l'extension qu'il voulait prévenir. C'est pourquoi j'écrivais qu'il allait « pousser vers l'Ouest ce qui restera de l'Ukraine ».

3 — Le renforcement de l'OTAN

L'agression russe – sa duplicité, son ampleur et sa brutalité – a été pour les Européens surtout, mais aussi les Nord-Américains et une partie du reste du monde, un choc d'une magnitude plus grande encore à celle du 11 septembre 2001, qui nous fait entrer dans une nouvelle ère des relations internationales (une ère de post-post-guerre froide, c'est-à-dire « l'amorce d'une véritable guerre froide » comme l'a dit Bruno Tertrais, avec ce paradoxe qu'elle commence par une guerre « chaude »).

Ce choc a eu et aura plusieurs effets. D'abord, il a immédiatement renforcé la raison d'être d'une alliance qui, depuis la dissolution du Pacte de Varsovie contre lequel elle était dirigée, a traversé plusieurs crises existentielles. La guerre en Ukraine a mis fin aux questionnements métaphysiques que certains pouvaient avoir sur la pertinence ou l'intérêt de l'OTAN aujourd'hui, en démontrant clairement que ce n'est pas parce qu'il n'y a plus d'URSS que les pays de l'Alliance ne font pas face à une menace commune – d'autant plus que cette menace est visiblement motivée par une volonté de reconstruire une forme d'URSS voire d'empire – qui justifie donc une défense commune (et, rétrospectivement, justifie aussi la prescience de ceux qui pensaient qu'il valait mieux maintenir l'OTAN en cas d'irréductibilité russe). La guerre a aussi renforcé la cohésion de l'OTAN qui, pour la toute première fois de son histoire, a activé sa force de réaction rapide, créée au sommet de Prague en 2002.

Ensuite, ce choc qui a été une prise de conscience aiguë – pour ceux qui, par idéologie ou naïveté, faisaient encore mine de l'ignorer – que la Russie est un État hostile aux portes de l'Europe, dirigé par un homme imprévisible et irrationnel, va pousser l'ensemble des pays concernés à augmenter leur effort de défense. Il n'y a pas de meilleure incitation à respecter voire dépasser l'objectif otanien des 2 % du PIB consacrés aux dépenses militaires, à moderniser les équipements et à accroître leur disponibilité opérationnelle, dans une perspective de conflit de haute intensité. Le 27 février, lors d'une séance extraordinaire du Bundestag, le chancelier allemand Olaf Scholz a ainsi annoncé un budget de 100 milliards d'euros pour moderniser l'armée allemande et une augmentation du budget de la défense à plus de 2 % du PIB. C'est historique. Poutine a réussi le tour de force de réveiller l'Allemagne, qui était particulièrement en retard dans ce domaine. Comme l'écrivait Benjamin Haddad, « l'heure du réarmement européen a sonné ».

Enfin, ce choc a aussi considérablement renforcé l'attractivité de l'OTAN, puisque l'Ukraine a été la démonstration éclatante que ceux qui n'en font pas partie sont vulnérables. Le président Biden a été très clair sur ce point en prévenant, deux semaines avant l'invasion russe, que les Américains n'enverraient pas de troupes en Ukraine¹³. Si la décision était fondée dans l'absolu – puisqu'il s'agissait d'éviter une escalade pouvant mener à une « guerre mondiale » –, on peut toutefois se demander s'il était bien nécessaire de le dire aussi clairement, puisque cette déclaration a pu être interprétée à Moscou comme un feu vert. L'ambiguïté stratégique aurait pu être préférable. Quoi qu'il en soit, cette guerre est une démonstration par l'absurde de la valeur ajoutée de l'OTAN, c'est-à-dire une démonstration du risque de ne pas en faire partie. Elle aura des conséquences immédiates sur les pays qui, comme la Suède et la Finlande, se posaient la question : l'invasion russe de l'Ukraine va « changer » le débat national sur l'adhésion à l'OTAN, a notamment déclaré la Première ministre finlandaise dès le premier jour de l'offensive.

**C'est pourquoi j'écrivais que cette guerre allait « renforcer voire agrandir l'OTAN ». Elle va rendre plus forts, à la fois individuellement et collectivement, ceux-là mêmes que Poutine voulait affaiblir.*



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 31

4 — L'isolement de la Russie

La réaction de la communauté internationale peut sembler insuffisante pour l'instant parce qu'elle n'a pas d'effet immédiat sur les combats mais les sanctions contre Moscou, qui sont les plus massives jamais prises contre un État, vont avoir un impact durable sur des secteurs (finances, énergie, transport, technologies) et des individus, dont des oligarques puissants. Elles commencent déjà à être mises en œuvre : le 26 février, par exemple, les autorités françaises ont intercepté dans la Manche un cargo russe chargé de voitures à destination de Saint-Petersbourg qui a été dérouté vers Boulogne-sur-Mer. L'exclusion de la Russie du système bancaire Swift – l'une des mesures économiques les plus radicales – devrait être effective prochainement. Les sanctions ne viennent pas que d'Europe et d'Amérique du Nord mais aussi d'Australie, du Japon, de Corée du sud et de Taiwan, notamment sur certaines technologies clés dont Moscou a besoin comme des semi-conducteurs. La Chine pourra compenser certains de ces effets mais pas tous et cela prendra du temps. Elle ne pourra pas rendre les fonds, les propriétés, les yachts saisis ; elle ne pourra pas rouvrir les espaces aériens désormais clos aux avions russes, etc.

La résolution présentée au Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) le 26 février¹⁶ a confirmé l'isolement de la Russie, seul État à voter contre – et qui l'a donc, sans surprise, bloquée par son veto (l'occasion de rappeler que la Russie est, de loin, le membre permanent du CSNU qui a le plus utilisé son veto depuis 1990, et surtout dans la dernière décennie). L'abstention de la Chine était attendue, celles de l'Inde et des Émirats arabes unis étaient décevantes même si, au total, 11 États sur 15 ont voté en faveur de ce texte demandant à Moscou de cesser immédiatement son attaque et de retirer ses troupes. L'issue de cette résolution était certaine, mais il fallait en passer par là pour envisager d'autres options. Certains pensent désormais une résolution de l'Assemblée générale, qui devrait confirmer l'isolement de la Russie sur la scène internationale.

La société civile mondiale n'est pas en reste et peut, elle aussi, causer des dommages sérieux, et pas seulement en termes d'image. Au lendemain de l'offensive sur l'Ukraine, le collectif de hackers Anonymous a déclaré la « cyberguerre » à la Russie et a revendiqué des attaques qui ont mis hors ligne plusieurs sites gouvernementaux, dont celui du ministère russe de la Défense, ainsi que celui du média RT (ex-Russia Today). Dans plusieurs pays, dont le Royaume-Uni et la France, des parlementaires et des personnalités publiques ont demandé la suspension de RT. En Australie, l'opérateur de télévision Foxtel l'a fait le 26 février 21. YouTube a déjà « commencé à suspendre la possibilité pour certaines chaînes [russes] de générer des revenus sur YouTube, y compris les chaînes de RT dans le monde ». Et des mesures européennes pourraient être prises prochainement pour lutter contre la propagande russe. Le monde du sport est lui aussi mobilisé : l'UEFA a condamné « l'invasion militaire » russe et déplacé la finale de la Ligue des champions qui devait se jouer à Saint-Petersbourg, plusieurs sportifs très suivis ont renoncé à des compétitions en Russie et plusieurs équipes nationales ont annoncé qu'elles ne joueraient plus contre des équipes russes. Dans tous les domaines, les appels à boycotter les biens et les services russes se multiplient.

Dans ces conditions, l'affaiblissement économique de la Russie est inévitable, comme son isolement politique sur la scène internationale. La Russie deviendra véritablement un État paria, dont on ne voudra plus dans les relations commerciales, les formats diplomatiques (au deuxième jour de l'offensive le Conseil de l'Europe suspendait déjà les droits de représentation de la Russie), les espaces aériens, les espaces informationnels, les compétitions sportives et tous les événements qui font la vie internationale. C'est pourquoi j'écrivais que la guerre allait « isoler et affaiblir la Russie qui deviendra paria ». Poutine peut se rassurer en se disant qu'il aura des relations avec la Chine, l'Iran, le Pakistan et quelques autres États qui sont indifférents au respect du droit international et des principes d'humanité, mais cela pourrait ne pas convaincre les entrepreneurs, les athlètes et d'une manière générale la population qui paiera le prix de cet isolement.

5 — La fin de Poutine ?

Ce que cette guerre détruit est l'avenir de la Russie et ses habitants le savent. La guerre en Ukraine va produire en Russie un immense mécontentement, et donc un immense problème pour Poutine qui, comme tous les dictateurs, craint d'abord et avant tout son propre peuple. D'abord parce que la guerre va faire des milliers de morts russes, donc des dizaines de milliers de familles et d'amis endeuillés.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 32

Les autorités ukrainiennes jouent très habilement cette carte en mettant en place une hotline, une assistance téléphonique, et un site Internet pour les familles des soldats russes tués ou capturés, et en demandant au CICR de rapatrier les corps en Russie. Cette pratique a au moins deux intérêts : d'une part, contourner la censure russe qui n'informe pas les familles du sort de leurs proches, pour que la population russe prenne bien conscience des pertes et du coût de cette guerre, mais aussi des mensonges de leur gouvernement qui tente de le leur cacher, ce qui devrait accroître son ressentiment et donc les chances qu'elle se mobilise. D'autre part, c'est aussi un gain en termes d'image puisque les Ukrainiens montrent ainsi que leur conduite est plus humanitaire que celle des Russes qui pourtant les attaquent.

La population russe ne comprend pas cette guerre et elle s'y oppose. Dès le début de l'offensive, des manifestations ont été organisées sur l'ensemble du territoire. Des tags « Non à la guerre » sont apparus un peu partout, et les quelques médias indépendants qui restent dans le pays affichent leur opposition au conflit et leur soutien au peuple ukrainien. Un collectif de 664 chercheurs et scientifiques russes ont dénoncé dans une lettre ouverte la responsabilité de la Russie et estime qu'elle « s'est condamnée à l'isolement sur la scène internationale et à un destin de pays paria ». Même le consensus politique commence à se fissurer : au troisième jour de guerre, un député de la Douma qui avait voté en faveur de la reconnaissance des entités séparatistes s'oppose à l'invasion. D'une manière générale, la guerre va catalyser l'opposition russe.

Au contraire du soutien populaire qu'avaient pu susciter en 2014 et les années suivantes l'annexion de la Crimée et le soutien aux séparatistes prorusses du Donbass, la guerre totale que Poutine livre à l'ensemble de l'Ukraine, sans aucune raison, suscite de l'incompréhension et des protestations qui ne feront que croître à mesure que les forces russes massacreront des civils ukrainiens, dont la plupart des Russes se sentent plutôt proches, et que cette folie meurtrière aura des conséquences sur leur niveau de vie.

La population russe est trop réprimée pour que cela mène à d'importants soulèvements – 1700 manifestants ont été arrêtés dans 42 villes dans la seule journée du 24 février – et, conscient du danger, le régime va sans doute accroître encore la répression interne. Le 25 février, l'ancien président russe Dmitry Medvedev a d'ailleurs proposé de profiter de l'expulsion de la Russie du Conseil de l'Europe pour réintroduire la peine de mort – un signal envoyé à la population que, pour assurer sa survie, le régime est prêt à prendre des mesures toujours plus radicales. Cela ne fera qu'envenimer la situation et confirmer qu'avec cette guerre Poutine a sans doute perdu une partie du soutien populaire qu'il avait bâti au cours des deux dernières décennies.

Plus préoccupant pour lui est le mécontentement de l'élite économique russe, qui va perdre beaucoup d'argent à cause de l'aventurisme présidentiel, ce qui présente un vrai risque de fragmentation du régime qui jusque-là maintenait des équilibres subtils. Avec « sa » guerre, Poutine se fabrique des ennemis de l'intérieur, dont des oligarques très puissants qui vont payer le prix de ses rêves de grandeur. Le ressentiment et l'hostilité qu'il va générer au sein même de l'élite russe constitue un risque réel pour son maintien au pouvoir dans les prochains mois et les prochaines années. Cette guerre « de trop » est sa plus grande erreur de jugement et elle pourrait causer sa perte. C'est pourquoi j'écrivais qu'elle va « menacer son propre pouvoir à Moscou » et que ce sera « le début de la fin » – de sa fin.

Le scénario du pire

Tout ce qui précède n'est qu'un scénario parmi d'autres, et un scénario optimiste puisqu'il présume que la guerre restera limitée au territoire ukrainien, ce qui n'est pas du tout certain. Il y a malheureusement une autre possibilité. Voyant qu'il a surestimé ses forces en Ukraine et sous-estimé la réaction internationale, c'est-à-dire qu'il perd le contrôle de la situation, Poutine peut vouloir reprendre l'initiative en escaladant. Il peut le faire d'au moins trois manières. Vis-à-vis de l'OTAN, dans un contexte de tension extrême, en s'en prenant à un État membre qu'il accusera de fournir des armes et/ou du renseignement, de protéger le président Zelensky et/ou des membres de son gouvernement, d'une attaque montée de toute pièce – dans le cadre d'une opération sous faux drapeau –, ou encore à la faveur d'un incident frontalier – par exemple à la frontière polonaise par laquelle passent les armes –,



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 33

ou d'un accrochage dans le ciel ou en mer Noire. S'il attaque un État membre, il le fera en signalant la menace nucléaire d'une façon suffisamment explicite pour tester la solidarité de l'article 5.

Il peut aussi escalader sur le territoire ukrainien, dans un premier temps en ayant recours à des bombardements massifs comme nous l'avons déjà mentionné, mais aussi en dernier recours par l'emploi d'une arme nucléaire tactique, en prétextant riposter à une attaque montée de toute pièce – Moscou commence déjà à répandre la rumeur selon laquelle les Ukrainiens pourraient faire exploser une « bombe sale » sur le territoire russe. Par l'emploi de l'arme nucléaire contre l'Ukraine, Moscou signalerait son intention d'aller « jusqu'au bout » en espérant susciter un effet de sidération et en présumant que l'OTAN n'osera pas escalader, tout en rendant le territoire ukrainien inutilisable et en le transformant, de fait et pour des milliers d'années, en une zone tampon avec l'Ouest.

Il pourrait aussi vouloir ouvrir un nouveau front, dans les Balkans ou ailleurs, non seulement pour maximiser ses chances de gains pour le même coût (s'il estime que les sanctions internationales ont déjà atteint leur paroxysme), mais aussi pour faire diversion, c'est-à-dire dissimuler ce qui sera un échec relatif ou absolu en Ukraine. Cette hypothèse se heurte toutefois à une réalité matérielle et psychologique : au vu du coût humain et matériel de la guerre en Ukraine, il n'est pas du tout certain que la Russie ait les moyens d'autres ambitions, et surtout que les généraux – dont il se dit que certains n'étaient déjà pas favorables à l'aventure ukrainienne – suivent Poutine ailleurs, ce qui ne ferait qu'augmenter sa frustration.

Le scénario du pire est improbable mais il n'est pas impossible, comme l'est le risque de guerre majeure en général³². Poutine étant visiblement enfermé dans un délire paranoïaque et hubristique, rien ne doit être exclu. C'est aussi en ce sens tragique que cela pourrait être « le début de la fin ».

SOURCES

L'auteur s'exprime ici en son nom propre et ses propos n'engagent ni l'IRSEM, ni le ministère des Armées, ni le gouvernement français.

Gérard Araud – Aux armes, Européens

CHRONIQUE. La guerre « à l'ancienne » que la Russie mène en Ukraine est un réveil douloureux. L'Europe entre dans un nouveau monde de fer.

Par Gérard Araud - Publié le 27/02/2022 à 10h00

Oui, l'armée soviétique est intervenue pour défendre les dictatures communistes en Allemagne de l'Est, en Hongrie et en Tchécoslovaquie ; oui, la Yougoslavie s'est disloquée dans la violence d'une sanglante guerre civile ; oui, l'Otan a mis un terme au Kosovo au nettoyage ethnique dont était victime la population par les armes, mais, c'est la première fois, depuis 1945, qu'éclate sur notre continent une guerre « à l'ancienne » entre deux États, dont l'un agresse l'autre.

Un tabou est levé. L'Europe qui a connu tant de conflits armés jusqu'à susciter deux guerres mondiales croyait être sortie de cet engrenage mortifère sur la foi des soixante-quinze dernières années. C'est en particulier vrai en Europe occidentale qui a été épargnée de l'oppression communiste et qui a donc connu la plus longue période de paix de son histoire, une paix de surcroît dans la liberté et la prospérité.

Mes parents qui avaient connu l'Occupation et qui avaient été élevés dans le souvenir du carnage de la Grande Guerre n'en revenaient pas. Ma génération a même réussi à échapper aux guerres coloniales.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 34

Eh bien, c'est fini. Des civils s'abritent dans les stations de métro ; d'autres prennent la fuite avec de pauvres valises ; les écrans sont pleins d'images de chars, d'explosions et de missiles à nos portes. La tendance naturelle de l'être humain lorsqu'il est confronté à l'impensable est soit de le nier soit de le relativiser. Comme il est difficile d'ignorer les bombes qui tombent sur Kiev, c'est la seconde voie qui est la plus tentante : l'invasion de l'Ukraine serait le fait d'un dirigeant à moitié fou, le résultat d'une provocation de l'Otan ou des États-Unis, la queue de comète de l'effondrement de l'URSS, que sais-je ? Comment croire qu'on apprivoise ainsi cette guerre alors que des despotes et des prétextes, on en trouve toujours et partout, en particulier en Europe. Demandez à M. Erdogan ce qu'il en pense, lui qui déploie soldats ou mercenaires de l'Azerbaïdjan à la Libye ; lui qui revendique les eaux territoriales de la Grèce et de Chypre. Étudiez tous les conflits en cours ou potentiels sur notre continent et à sa périphérie.

Le monde est retourné à l'état de nature

Jusqu'ici, c'est vrai, une sorte d'interdit implicite semblait avoir écarté les conflits inter-étatiques de nos malheurs. La Russie vient de les réhabiliter comme un instrument efficace pour atteindre ses objectifs. Ne nous faisons pas d'illusions : quel que soit le courage des Ukrainiens, leur défaite est inéluctable ; quelles que soient les sanctions imposées à l'agresseur, il ne reculera pas ; le dénouement sera probablement la vassalisation de l'Ukraine. La guerre paie.

Message qui sera d'autant plus entendu que nous entrons dans un monde de puissances, grandes et moyennes, qui ne partagent ni valeurs, ni intérêts, ni visions du monde en commun. Au moins, au XIX^e siècle, le « concert des puissances » qui se partageait l'Europe était fondé sur le maintien d'un équilibre entre ses différents acteurs. Aujourd'hui, rien de tel. Le monde est retourné à l'état de nature ; les Nations unies sont plus marginales que jamais ; le gendarme américain se retire ; des puissances nouvelles ou de retour s'ébrouent tout à leur volonté de peser de tout leur poids. Voilà que l'une d'entre elles leur rappelle qu'on peut conduire une guerre à peu de prix aux dépens de plus faible que soi. La Russie a été entendue, comme le prouve, en dehors de notre continent, le faible nombre de condamnations de l'agression dont est victime l'Ukraine. Même l'Inde, la plus grande démocratie du monde, paraît-il, se tait. Nous entrons dans un monde de fer.

Aux Européens de le comprendre et d'en tirer toutes les conséquences. Ils ont rêvé d'un monde apaisé sur la base du droit international et de la coopération et ils découvrent qu'ils vivent dans une jungle sans juge ni gendarme ni valeurs communes. Ils viennent de vivre une si longue période de paix qu'ils refusent de toutes leurs forces de renoncer à son confort. Ils espèrent au fond d'eux-mêmes que le cauchemar se dissipera, que Poutine verra la lumière ou, au moins, qu'il restera une aberration. C'est une illusion que nous ne pouvons nous permettre. Qu'on l'appelle « autonomie stratégique » ou pas, comme le président de la République, l'Union européenne doit, en coordination avec une Otan revigorée par l'agression russe, acquérir les moyens d'assurer sa sécurité dans un monde soudain plus dangereux.

Nos alliés doivent consentir enfin les efforts nécessaires pour rendre leurs armées opérationnelles dans un éventuel conflit de haute intensité. Au moment même où l'armée russe entrait en Ukraine, le commandant de la Bundeswehr reconnaissait que l'armée allemande serait incapable de remplir sa mission de combat si c'était nécessaire. Que la quatrième puissance économique du monde en soit là est inacceptable.

Mais, au XXI^e siècle, le danger, ce ne sont pas seulement des chars et des avions ; c'est aussi la sécurité de nos infrastructures essentielles dans un monde où tout est interconnecté, la lutte contre la désinformation que permettent les réseaux sociaux où nous devons renoncer à toute naïveté et appeler un chat un chat et RT, une arme russe. L'Europe doit se réarmer. La paix n'est pas une donnée du ciel, elle se mérite. *Si vis pacem, para bellum.*



Mali : la France s'en va et maintenant ?

ANALYSE. Jugeant que les conditions ne sont plus réunies pour le maintien de l'opération Barkhane au Mali, la France s'en va. Mais pour quel redéploiement ?



Par Viviane Forson - Publié le 17/02/2022 à 09h05

L'annonce était certes attendue mais elle n'en est pas moins fracassante. Barkhane – la plus longue opération militaire extérieure française depuis la fin de la guerre d'Algérie, avec 4 800 soldats déployés au Sahel – va toucher à sa fin.

Pourquoi maintenant ? « Parce que rien n'allait plus entre Paris et Bamako, le divorce s'était fait en plusieurs étapes, détaille Seidik Abba, journaliste et spécialiste de la région du Sahel. D'abord en juin 2021 lorsqu'Emmanuel Macron a annoncé la fin de l'opération Barkhane et un désengagement progressif des forces françaises au Sahel. Sauf que les autorités maliennes de la transition n'ont guère apprécié de ne pas avoir, disent-ils, été associés à la décision française, poursuit l'expert. Se disant abandonné et prêt à tout pour sauver les populations, le Premier ministre de la transition Choguel Maïga a saisi ce prétexte pour faire appel à la Russie, notamment à travers la milice paramilitaire Wagner. Les choses se sont ensuite accélérées. Le ton est monté entre le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, et le chef du gouvernement malien, Choguel Maïga, à tel point que le Mali demande soudainement la révision des accords militaires franco-maliens, puis décide du renvoi de la centaine de soldats de la troupe danoise arrivée dans le cadre du renforcement de la force européenne Takuba. Mais l'escalade a atteint le point de non-retour lorsque le Mali décide d'expulser fin janvier l'ambassadeur français au Mali, Joël Meyer. « Le maintien de la présence française était devenu impossible », déroule au bout du fil l'auteur de *Mali-Sahel, notre Afghanistan à nous ?*, à paraître prochainement chez Impacts éditions.



En septembre dernier, à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies, le Premier ministre malien du gouvernement de transition, Choguel Maïga a accusé la France d'avoir abandonné le Mali en décidant de retirer la force Barkhane.

© KENA BETANCUR / POOL / AFP

Vers un départ concerté de Barkhane

La France s'était donné deux semaines pour trancher, et a depuis intensément consulté ses alliés pour trancher sur l'avenir de leur action au Mali, après neuf ans de lutte antidjihadiste ininterrompue à laquelle elle avait fini par réussir à associer des partenaires européens. Car, « la France fait tout ce qu'elle peut pour être la moins seule possible militairement

au Sahel », explique



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 36

Seidik Abba. Le fait d'annoncer à la fois le retrait des forces françaises du Mali et de Takuba ne peut rendre sa décision que plus forte et légitime. » La France, de son côté déjà préparé les esprits à cette éventualité, le chef de la diplomatie, Jean-Yves Le Drian, a déclaré lundi 14 février, sur la chaîne de télévision publique France 5 que « les autorités au Mali aujourd'hui, c'est une junte de cinq colonels qui ont pris le pouvoir et disent vouloir le garder encore pendant cinq ans. Et c'est avec une junte de ce type qu'il faudrait que l'on travaille ? [...] Dans ces conditions-là, c'est difficile de continuer ». Un désengagement, désormais, souhaité par la classe politique hexagonale. Des débats sont prévus à l'Assemblée nationale et au Sénat les 22 et 23 février. Quant à l'opinion publique, il y a un an, un sondage Ifop-*LePoint* révélait que 51 % de la population française désapprouvaient les opérations militaires au Mali.

Les Maliens étaient massivement descendus dans les rues du pays pour manifester contre les sanctions économiques décidées par la Cedeao. © FLORENT VERGNES / AFP



Aujourd'hui, les Européens de Takuba comme les partenaires britanniques et américains, qui contribuent à l'effort au Mali, semblent avoir surmonté certains désaccords, en particulier sur le risque de laisser le champ libre à l'influence russe au Mali. Ce front uni constituait un impératif politique pour l'Élysée, dans un double souci : atténuer l'exposition de la France, ex-puissance coloniale, sur fond de sentiment anti-français croissant au Sahel, et éviter une comparaison peu flatteuse avec le départ unilatéral et

chaotique des Américains en Afghanistan en août dernier. « La France veut continuer la lutte contre le terrorisme au Sahel mais en dehors du territoire malien. Est-ce que ça a un sens ? Est-ce qu'on peut mener la lutte contre le terrorisme sans associer le Mali ? Interroge Seidik Abba. Surtout, avance-t-il, que le pays fait partie du G5 Sahel et que c'est le berceau du djihadisme dans la sous-région. »

En pleine présidence française de l'Union européenne et à deux mois de l'élection présidentielle française, à laquelle Emmanuel Macron va sans doute se représenter, la décision d'un retrait forcé du Mali où 48 soldats français ont été tués (53 au total au Sahel) constitue un douloureux revers.

2013, et les succès des premiers temps

Pourtant, tout avait si bien commencé pour les soldats français accueillis en sauveurs par la population malienne. Pour comprendre comment les deux partenaires en sont arrivés là, il faut remonter dix ans en arrière. Les Maliens ne sont pas près de l'oublier, l'année 2012 a été chaotique. D'un côté les mouvements islamistes avaient profité d'une rébellion targuie du Mouvement national de libération de l'Azawad, (MNLA) pour prendre le contrôle du nord du pays, et de l'autre un coup d'État militaire avait renversé le président Amadou Toumani Touré.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 37



François Hollande acclamé à Tombouctou, le 2 février 2013. © FRED DUFOUR / AFP POOL / AFP

Début 2013, François Hollande répond à l'appel des autorités de transition et déclenche en urgence l'opération Serval, ce qui évite à l'État malien et Bamako, la capitale du pays, d'être balayés par les groupes armés terroristes venus du Nord. En quelques jours, les forces spéciales portent des coups décisifs aux colonnes de pick-up lourdement armés qui descendaient vers le sud. Tombouctou, Gao, Kidal, les villes du Nord occupées par des groupes islamistes radicaux qui avaient imposé la charia et la terreur sont libérées. Il faut se souvenir de la

visite de François Hollande à Tombouctou, acclamé, il avait parlé du plus beau jour de sa vie politique.

Pour de nombreux experts et chercheurs, la France aurait dû savoir partir à temps. Pourquoi ne l'a-t-elle pas fait ? Pour assurer le service après-vente. À la demande des gouvernements africains, Paris décide d'installer ses troupes dans la durée avec la création de l'opération Barkhane, qui couvre la bande sahélo-saharienne, d'une superficie équivalente à celle de l'Europe. L'objectif de départ est de remplir le trou sécuritaire, le temps que les armées locales soient formées et prêtes à reprendre le flambeau, puis quitter la région quelques années plus tard. Seulement le plus dur était à venir. Les groupes armés de l'État islamique au grand Sahara (EIGS), d'un côté, et du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM, affilié à Al-Qaïda), de l'autre, se réorganisent et se constituent des sanctuaires.



Après le décès, le 22 janvier, d'Alexandre Martin, 53e soldat tué au Mali depuis 2013, la stratégie de la France au Sahel s'est imposée dans le débat.

© CLEMENT MAHOUDEAU / AFP

« C'était une guerre ingagnable », analyse Boubacar Diawara, Chargé d'enseignement à l'université Paris-Nord. La France a commis une erreur fondamentale lorsqu'elle a laissé les forces françaises entrer seules à Kidal, sans les forces armées maliennes (Famas). Ça a automatiquement créé un biais autour de ces objectifs et surtout sur ses intentions.

Les populations n'ont pas compris pourquoi les Famas étaient exclus dans un moment aussi important », avance le professeur. Il voit également dans l'organisation précipitée de la présidentielle de juillet 2012 et la victoire d'IBK, un second hiatus dans l'approche de la résolution de la crise, qu'il impute cette fois à la communauté internationale. Le professeur de pointer un troisième hiatus dans le choix de la stratégie française, qui a consisté à éliminer les principaux chefs des grands groupes terroristes. Or, sur le terrain, ce sont surtout les seconds couteaux, ces groupes armés, ultramobiles qui doivent être la cible. Ce sont eux qui commettent les exactions, ils franchissent impunément les frontières, se mêlent aux populations », analyse-t-il.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 38

La faute aux politiques ?

Force est de constater que neuf ans après le début de l'intervention militaire française, les djihadistes ont gagné du terrain. Et entre-temps, les opinions publiques au Sahel se sont retournées. Les Français qui étaient arrivés en libérateurs sont progressivement devenus des occupants. Sauf, que « la relation entre Paris et Bamako n'a jamais été fluide ! insiste Boubacar Diawara. Paris avait aussi fixé des lignes rouges lorsqu'IBK était au pouvoir, comme le dialogue avec les djihadistes. Emmanuel Macron était monté au créneau lors du sommet de Pau en janvier 2020, en appelant les dirigeants des pays concernés à un sursaut », pointe le professeur de Paris-Nord. « Mais depuis que la junte est au pouvoir, on assiste à une véritable foire d'empoigne entre politiques. La France a été jusqu'à dire que les autorités de la transition étaient illégitimes, alors qu'elle a adoubé le fils de Déby au Tchad, validé un certain nombre de troisièmes mandats, que j'appelle des coups d'État constitutionnel, ç'a été le cas en Côte d'Ivoire ou en Guinée, liste Diawara. C'est un deux poids deux mesures que les opinions africaines ne tolèrent plus. »

D'après lui, le bras de fer entre Bamako et Paris est le fruit de l'histoire. « Depuis les années 1960, la France a toujours affiché sa préférence pour certains pays, disons ceux qui apparaissent comme les plus dociles. En revanche, elle a une autre politique pour les autres, ceux qu'elles jugent rebelles ou qui ont embrassé le socialisme, comme le Mali ou la Guinée. C'est grave pour l'image de la France. Parce que pour implanter la démocratie, il faut un même paradigme pour tous les pays. »

Le Mali face à des défis immenses

Au-delà de sa volonté proclamée de « refondation », à quel avenir est promis le Mali, épice de l'instabilité sahélienne depuis 2012 ? « La junte n'a engagé aucune réforme majeure depuis son arrivée en août 2020 », s'impatiente Boubacar Diawara, pour qui les réformes politiques notamment celles portant sur la décentralisation semblent urgentes. « Au Burkina Faso, lorsque les militaires sont arrivés, ils ont dissous toutes les collectivités, parce qu'ils se sont rendu compte que leur fonctionnement entravait le développement du pays. Mais au Mali aucune action de ce genre n'a été prise jusqu'à présent ! Sous IBK, la léthargie politique et administrative était la règle, rien n'était enclenché. Et aujourd'hui pareil ! ». D'autant plus que le pays reste divisé et écartelé entre plusieurs choix de société. « Les observateurs regardent beaucoup du côté de la Mauritanie, qui a fait le choix de la République islamique lors de son indépendance dans l'objectif de faire de l'Islam le ciment d'une société partagée entre les Maures et les « négro-mauritaniennes » », mais le contexte malien est différent, nuance Boubacar Diawara. Pour aborder le sujet du sécularisme, « il faudrait que les Maliens se parlent, parce qu'appliquer la charia, ça ne va pas de soi et puis ça ne garantit pas la sécurité, dit-il. Notre Constitution est laïque, nous pourrions réfléchir à des dispositions pratiques autour de la charia, comme l'instauration des cadis, les juges islamiques.

Cependant, juge le professeur, pour le cas de la Mauritanie, il ne serait pas surprenant que des accords tacites avec les groupes terroristes aient été signés. Un peu comme le Burkina Faso, sous Blaise Compaoré. « Dès qu'il a quitté le pouvoir, le pays s'est effondré. » En revanche, Boubacar Diawara déplore le fait qu'au Mali, la France ait opposé un refus catégorique aux discussions entrepris avec les djihadistes ou même avec des gens tentés de rejoindre ces groupes. « C'est ce qui a nourri en partie le sentiment anti-français.

Lorsque l'on veut aider un pays à conquérir sa souveraineté, le moins que l'on puisse faire c'est permettre un dialogue franc et ouvert à tous ceux que le pays considère comme ses enfants. » Les défis pour le Mali et le Sahel sont également d'ordre socio-économiques, notamment dans la mise en œuvre des réformes politiques, comme la décentralisation.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 39



Assimi Goïta, l'auteur des deux coups d'État intervenus en août 2020 et en mai 2021.

© FLORENT VERGNES / AFP

« Rester c'est délicat ; partir, c'est délicat »

Pour Seidik Abba, aujourd'hui, la France est face à un vrai dilemme : « rester c'est délicat ; partir, c'est délicat », résume-t-il. Quelle que soit la décision, elle impactera forcément la lutte contre le terrorisme dans la sous-région. « Au Mali, le terrorisme a gagné territorialement du terrain, on parle aujourd'hui d'environ 80 % du territoire qui est sous le coup de violences régulières. La gangrène a pris le centre du pays, et l'armée est loin

d'avoir renversé le rapport de force avec les groupes terroristes, dont Aqmi et l'État islamique, qui occupent une bonne partie du territoire malien et malgré tout ce qui a été annoncé comme succès, il reste encore beaucoup de travail », appui l'expert nigérien. Le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) chiffre à plus de sept millions (un million de plus qu'en 2021 sur une population d'environ 20 millions) le nombre de Maliens ayant besoin d'aide humanitaire, selon des données février 2022.

D'après lui, l'arrivée de près d'un millier de soldats de Wagner ne changera pas la donne sur le terrain. « Ce qui fera la différence, c'est l'aviation, si Wagner ne vient pas avec des moyens aériens, des hélicoptères, ça ne change rien. » Dans tous les cas, juge le spécialiste de Boko Haram, « dans ce contexte, il y aura forcément des conséquences sur l'efficacité de la réponse sous-régionale à la lutte contre le terrorisme. La situation s'annonce d'autant plus complexe que le Mali est sous le coup de sanctions diplomatique et économique de la Cedeao, l'organisation économique sous-régionale qui réunit quinze pays d'Afrique de l'Ouest. « La Cedeao a automatiquement déclenché le deuxième niveau de sanctions après l'annonce du report des élections de février par la junte, mais ça risque d'impacter la lutte contre le terrorisme. En ce sens que le Mali ne peut plus participer aux réunions du G5 Sahel, car il lui est impossible de se déplacer pour aller au Niger ou au Burkina Faso, qui sont les deux pays du G5 Sahel qui appartiennent à la Cedeao. Aujourd'hui, si on devait respecter les décisions qui ont été prises, le Mali ne peut pas non plus contribuer au G5 Sahel, puisque ses avoirs ont été gelés par la banque centrale. Je ne pense pas que l'on puisse gagner la lutte contre le terrorisme sans le Mali et encore moins contre le Mali, souligne-t-il.

Des marges de manœuvre fragiles

Alors quels scénarios pour la suite ? Les forces françaises devraient se replier dans les pays voisins moins hostiles, comme le Niger – qui abrite la base aérienne projetée de Niamey, et le Tchad où demeure le poste de commandement (PC) -, et de là, continuer à mener des opérations antiterroristes au Sahel et au-delà dans le golfe de Guinée.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 40



Lors du sommet de Pau, le président français Emmanuel Macron et ses homologues du G5 Sahel avaient pourtant appelé à la poursuite de l'engagement militaire de la France au Sahel.

© GUILLAUME HORCAJUELO / POOL / AFP

Emmanuel Macron avait réussi à convaincre plusieurs partenaires européens de s'impliquer dans les opérations, notamment via la task force Takuba. Symbole d'une Europe de la défense que le président français appelle de ses vœux, le groupement européen de forces spéciales devrait également quitter le Mali et se dissoudre. « C'est impossible de continuer dans ces conditions, tous les autres alliés pensent la même chose », confiait dès samedi à la presse

le ministre estonien de la Défense, Kalle Laanet.

Quelque 25 000 hommes sont actuellement déployés au Sahel, selon l'Élysée, dont environ 4 300 Français, avec notamment 2 400 au Mali dans le cadre de l'opération anti djihadistes Barkhane. « Nous avons besoin de réinventer notre partenariat militaire avec ces pays, a souligné mardi la présidence française. Il ne s'agit pas de déplacer ce qui se fait au Mali ailleurs, mais de renforcer ce qu'on fait au Niger et de soutenir davantage le flanc sud », a-t-elle ajouté. « Ça va être compliqué, parce qu'il y a quand même une hostilité de l'opinion sahéenne, même si les autorités du Niger ne veulent pas en entendre parler. C'est à Téra dans l'ouest du pays qu'un convoi français a été bloqué en novembre dernier, il y a eu des morts. Donc, dans ce contexte d'impopularité, penser que l'on peut se replier au Niger ou au Burkina Faso, c'est faire un raccourci, d'autant plus que l'arrivée de Takuba n'est pas bien perçue par les autorités. »

Les pays de la côte en alerte

Pour Boubacar Diawara, les lieux de fixation de Barkhane importent peu, les combats violents qui opposent depuis le début du mois de février les deux mouvements djihadistes rivaux du Sahel, le Jnim et l'EIGS, dans la zone dite « des trois frontières » (Mali-Burkina-Niger) battent en brèche la stratégie française et internationale du tout-militaire. Le chargé d'enseignement de Paris Nord est tout de même optimiste pour la suite, « aujourd'hui, personne ne peut dire combien de temps va durer la transition, mais je pense que, au niveau de la Cedeao, il y aura des discussions pour repartir sur de bonnes bases. Aucun des pays de la sous-région n'a intérêt à ce que le Mali s'effondre. »

Le nord du Bénin face à la menace djihadiste.

© STEFAN HEUNIS / AFP



C'est dans l'optique de préserver les pays du Golfe de Guinée que Paris souhaite conserver son engagement au Sahel, mais cette fois l'approche sera différente. En effet, Paris veut proposer ses services à d'autres pays d'Afrique de l'Ouest pour les aider à contrer la propagation du djihadisme vers le golfe de Guinée. « Il s'agit de demander à ces pays ce dont ils ont besoin et d'apporter une réponse en fonction », assure le ministère des Armées à la suite de la visite du chef d'état-major des armées françaises (Cema), le général Thierry Burkhard, le 7 février dernier.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 41

Trois attaques à la bombe artisanale la semaine dernière ont fait au moins 9 morts, dont un Français, dans le nord du Bénin. Plusieurs facteurs expliquent ces incursions, indiquent Lassina Diarra, chercheur et spécialiste du terrorisme en Afrique de l'Ouest. « Les djihadistes exploitent des zones qui sont sans gouvernance étatique, les no man's land, pour en faire des sanctuaires. » Samedi, la France a annoncé avoir éliminé au Burkina Faso voisin 40 djihadistes impliqués dans les attentats au Bénin. « Les mouvements terroristes sortent progressivement du champ historique du Sahel pour étendre la zone de conflictualité terroriste aux pays du golfe de Guinée », analyse Lassana Diarra. D'après l'expert, désormais, il s'agit de savoir « comment faire en sorte que la capacité de résilience soit plus forte dans les pays côtiers, la Côte d'Ivoire et d'autres pays sont déjà sur le pied de guerre », avec ou sans Barkhane ?

Pour le général Burkhard, les mercenaires russes de Wagner tenteront de compliquer le retrait français du Mali

Le 17 février, le président Macron a officialisé le retrait du Mali de la force Barkhane et du groupement européen de forces spéciales Takuba. Et désormais, il est question de « réarticuler » le dispositif militaire français en Sahel en s'appuyant notamment sur le Niger. Ce désengagement devrait prendre entre quatre et six mois.

Cette décision était attendue, en raison des tensions entre Paris et la junte au pouvoir à Bamako, laquelle a fait appel au groupe paramilitaire Wagner [proche du Kremlin]. Pour autant, lors d'un débat sur la présence militaire française au Sahel organisé cette semaine au Parlement, la ministre des Armées, Florence Parly, n'a pas lié le départ de Barkhane à l'arrivée des mercenaires russes au Mali.

« Nous ne quittons pas le Mali à cause d'un sentiment antifrçais, d'ailleurs difficilement mesurable. Cette vision est déformée par la loupe des réseaux sociaux, qui n'est pas exempte de manipulations de la part de nos compétiteurs. Barkhane, partout où elle a été déployée, a toujours été bien accueillie par les populations locales. Si nous partons, c'est uniquement à cause de la rupture du cadre politique, imposée par la junte malienne », a en effet déclaré Mme Parly, devant les sénateurs, le 23 février. Et d'ajouter : « Si échec il y a, c'est celui de la junte qui n'a pas la volonté politique de lutter avec détermination contre les groupes armés terroristes, et qui n'a rien obtenu sur le plan politique : il n'y a eu aucune avancée sur l'accord de paix et de réconciliation ».

Cela étant, ce désengagement du Mali doit être comme une opération militaire.

Il sera « particulièrement complexe car il s'agit d'une manœuvre opérationnelle multi-modale, terrestre, aérienne et maritime, qui nécessite une planification et une coordination des moyens matériels nécessaire très précise », a en effet souligné l'État-major des armées [EMA], dans son dernier point de situation sur les opérations en cours.

Cela étant, cette manoeuvre a d'ores et déjà commencé. Ses premières étapes « comprennent l'acheminement des matériels nécessaire au démontage des emprises françaises au mali, le colisage des matériels, les démontages des bâtiments, etc », a précisé l'EMA. Et un premier convoi logistique a quitté la plateforme opérationnelle désert [PfOD] de Gao. Mais, en même temps, il faut aussi le ravitaillement des autres bases opérationnelles avancées françaises [Menaka, Gossi], dans l'attente de leur rétrocession aux forces armées maliennes [FAMa]. Ce qui mobilise des moyens relativement importants.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 42

À l'antenne de France24/RFI, le 25 février, le général Thierry Burkhard, le chef d'état-major des armées [CEMA], a estimé qu'il faudrait bien six mois pour mener à bien cette « réarticulation » en bon ordre en sécurité. Cette opération, « d'un point de vue logistique, est quelque chose d'extrêmement lourd et complexe, avec des élongations énormes, un terrain abrasif, des voies de communications aléatoires », a-t-il justifié. Au passage, il ne faut pas oublier que des convois auront à circuler durant la saison des pluies, qui commence fin juin/début juillet.... Au-delà de l'aspect logistique, il y a également un « véritable défi sécuritaire », a poursuivi le CEMA. Et la guerre en Ukraine pourrait avoir quelques répercussions au Mali, la Russie pouvant être tentée de gêner le retrait de Barkhane.

« Les groupes armés terroristes sont encore présents. Il y a également des manoeuvres de déstabilisation qui peuvent être conduites. On a actuellement le groupe de mercenaires Wagner, déployé en accord avec les autorités maliennes, qui évidemment cherche, ou va chercher, à nous compliquer la tâche. C'est ça que l'on va devoir prendre en compte. Je pense néanmoins que c'est quelque chose qui est à notre portée », a-t-il ainsi développé le général Burkhard. « Il faudra être extrêmement vigilant », a-t-il conclu.

Au Sénat, Mme Parly avait déjà prévenu. « Nous suivons activement le déploiement de Wagner sur le terrain et nous tenons prêts à réagir avec la plus grande fermeté à toute menace sur la force Barkhane. Nous ne tolérerons aucune provocation ni entrave durant notre redéploiement ».

opex360.com

Gérard Araud – Pourquoi nous devons quitter le Mali... et vite

CHRONIQUE. La France n'a plus rien à gagner au Mali, où sévit désormais une junte hostile. Le départ est inéluctable, il ne sera pas aisé.



À Tombouctou, un avion de transport de troupes C-130 Hercules survole un camp de Barkhane, quand les troupes françaises en ont cédé le contrôle à l'armée malienne en décembre 2021. © FLORENT VERGNES / AFP

Par Gérard Araud - Publié le 06/02/2022 à 09h00

Les lecteurs de cette chronique se souviennent peut-être que, il y a quelques mois, j'attirais leur attention sur l'impasse dans laquelle se trouvait la politique française au Sahel. Je les avais peut-être surpris. Nous étions embourbés dans une lutte sans fin contre des groupes terroristes toujours renouvelés au sein d'une population qui nous voyait de plus en plus comme une force d'occupation. J'en conclusais que la seule solution était un retrait ordonné de nos troupes de ce piège pour éviter une réédition africaine de la débâcle américaine de Kaboul.

Le président de la République s'est d'ailleurs engagé dans cette voie en annonçant la transformation de l'opération Barkhane en une mission plus légère de lutte antiterroriste. C'était bel et bien une manière discrète de commencer à partir sur la pointe des pieds. Comme il arrive souvent, les événements sur le terrain viennent bouleverser les plans les plus étudiés. La transition que la France voulait progressive et prudente se heurte à la succession de deux coups d'État militaires au Mali et au Burkina Faso.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 43

Non seulement disparaît ainsi l'objectif d'établir des démocraties stables dans la région, mais la junte qui a pris le pouvoir à Bamako ne cesse de manifester son hostilité à la France et, au-delà, aux contingents internationaux qui luttent contre les groupes djihadistes sur son territoire. Elle vient ainsi d'exiger le départ des forces spéciales danoises.

Bien plus, elle fait appel au groupement de mercenaires russes dits « Wagner » qui sévit déjà en Syrie, en Libye et en République centrafricaine. On connaît la brutalité de cette association de prédateurs et de tueurs. Enfin, comme la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) a imposé des sanctions au Mali putschiste, Bamako s'en prend à la France en expulsant son ambassadeur. Pas de jour sans que le pouvoir n'organise des manifestations antifrANÇAISES et sans qu'un de ses représentants ne demande notre départ.

Fin de partie pour la France

En elles-mêmes, les déclarations d'une poignée d'officiers qui ont prouvé qu'ils sont incapables de défendre leur pays prêtent à sourire. Le général Tapioca a succédé au général Alcazar, dirait Tintin. Il est un fait que les pays africains de la région ne reconnaissent pas leur légitimité et exigent le rétablissement de l'ordre constitutionnel. Mais ce qui ne serait qu'un accident de parcours s'il arrivait dans un contexte apaisé prend aujourd'hui la signification d'une fin de partie pour la France.

Les putschistes peuvent jouer de la lassitude compréhensible que ressentent de plus en plus les populations de la présence de forces étrangères, d'autant qu'aucun calendrier n'en fixe la durée. Et pour cause puisque la lutte contre le terrorisme est une entreprise sans fin.

Le risque d'incidents entre Maliens, agités en sous-main par la junte, et soldats internationaux, en particulier français, existe donc. Ce serait un triste paradoxe alors qu'à notre arrivée en 2013, nous avons été acclamés par la population que nous libérons du joug islamiste. Partons donc avant qu'il ne soit trop tard. Partons le plus rapidement possible.

Ne pas imiter les Américains

Après tout, jamais un attentat contre notre pays n'a trouvé son origine ou n'a même été préparé dans cette région. Si le Mali veut choisir lui-même son chemin, il en a le droit. Nous n'avons dans ce pays aucun intérêt économique ou autre qui justifie que nous nous entêtions à y rester contre la volonté de ses autorités de fait et d'une partie croissante de sa population.

Ce départ ne sera pas aisé. Sans le soutien de l'armée française, la force des Nations unies, la Minusma, qui contribue à stabiliser la partie nord du pays, risque de nous suivre. On voit mal ces officiers d'opérette et leurs soudards russes défendre leur pays qui pourrait alors devenir une République islamique, mais est-ce notre mission de lui dicter son destin ? La Mauritanie en est une et nous entretenons d'excellentes relations avec elle.

Nous ne pouvons pas quitter entièrement la région dans la mesure où d'autres pays, comme le Niger et le Tchad, sont attachés à coopérer avec nous. Nous devons cependant recalibrer le soutien que nous leur apportons. Un piège serait d'imiter les Américains qui, à coups de drones et de forces spéciales, ont transformé la lutte contre le terrorisme en un jeu informatique que nul ne contrôle.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 44

On tue et chaque cible est qualifiée de « chef de groupe terroriste ». Nul ne se préoccupe du nombre des victimes civiles et nul ne peut affirmer que ces raids ébranlent durablement des groupes où un petit chef succède aisément à un autre, le plus jeune étant souvent encore plus radical que son aîné qui vient de disparaître.

Plutôt que de nous fonder sur le courage exemplaire de nos soldats ou sur le recours aseptisé à la technologie, le moment est venu de nous effacer derrière les forces locales et de les laisser jouer de leurs propres logiques. N'essayons pas de leur imposer des cadres d'action et de pensée qui ne sont pas les leurs ; acceptons des compromis avec des principes que les circonstances locales ne permettent pas d'appliquer. Démilitarisons notre présence, rappelons nos diplomates, nos universitaires experts de la région et nos spécialistes de l'aide et soyons modestes dans ce que nous pouvons faire d'efficace.

Nos intérêts, c'est la sécurité de nos citoyens ; ce n'est pas de régenter une région immense dont les problèmes le sont tout autant.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

MINISTÈRE DES ARMÉES

ÉTAT-MAJOR DES ARMÉES

ordre du jour n° 12

=oOo=

*du général d'armée Thierry Burkhard
Chef d'état-major des armées*

*Officiers, sous-officiers et officiers mariniers, soldats, marins, aviateurs, d'active et de réserve,
personnel civil des armées,*

*Le président de la République a annoncé ce jour sa décision de retirer la force Barkhane
du territoire malien.*

*Depuis 2013, à la demande des autorités maliennes, les armées françaises sont engagées
au Mali pour lutter contre le terrorisme.*

*Durant ces neuf années, nous avons payé le prix du sang pour accomplir notre mission.
59 militaires français sont morts au Sahel, dont 52 au Mali. Je m'incline devant leur mémoire.
Nous ne les oublierons pas. Je salue nos camarades qui ont été blessés dans leur chair, dans
leur âme. Enfin, mes pensées vont aux familles endeuillées et meurtries par la mort ou
la blessure d'un être cher.*

*À tous, je veux dire que le sacrifice de nos camarades, morts dans l'exécution de la mission,
n'a pas été inutile, que nos efforts n'ont pas été vains. Durant ces neuf années, les armées
françaises ont rempli les missions qui leur ont été confiées. Le Mali ne s'est pas effondré,
il n'est pas devenu un sanctuaire du terrorisme international.*

*Pour cela, nous avons combattu en première ligne Al Qaïda, Daech et leurs affidés, ne laissant
aucun répit aux groupes armés terroristes. Depuis les airs et au sol, nous avons frappé
les zones refuges, neutralisé de nombreux chefs et démantelé des réseaux, patrouillant sans
relâche dans des conditions souvent extrêmes et parmi les populations les plus exposées
à la menace. De manière directe ou indirecte, c'est l'ensemble des armées, directions
et services qui ont contribué à cet effort hors norme qui nous a permis de remporter ces succès
opérationnels.*

*Avec nos alliés, en particulier européens et américains, avec nos partenaires africains,
en particulier sahéliens, et avec l'appui de la communauté et des organisations internationales,
nous avons œuvré dès 2013 pour reconstruire et consolider les forces armées maliennes,
qui étaient en grande difficulté face aux groupes armés terroristes.*

*Progressivement, nous avons renforcé notre partenariat de combat au profit des FAMA.
Avec ces militaires maliens qui, chaque jour sur le terrain, font la preuve de leur courage et
de leur engagement, nous avons tissé des liens de confiance et de respect mutuels, de ces liens
qui naissent des combats menés côte à côte et du sang versé ensemble.*



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Les FAMA et la force Barkhane, et en son sein la force Takuba, ont obtenu des succès militaires remarquables et reconnus. Depuis janvier 2020 et le sommet de Pau, les armées et leurs partenaires ont empêché l'État Islamique au Grand Sahara, affilié à Daech, de constituer un califat territorial qui aurait menacé tout le Sahel. Nous avons aussi permis de mettre fin aux attaques de grande ampleur, qui s'étaient soldées par la mort de très nombreux soldats maliens et nigériens fin 2019 et début 2020.

Parce que la solution face au terrorisme n'est pas, et ne sera jamais, seulement militaire, la force Barkhane a systématiquement encouragé et appuyé le retour de l'État malien dans le Nord. L'administration est revenue à Tombouctou et à Gao. Plus important encore, en améliorant la sécurité dans nos zones de responsabilité, nous avons permis aux populations de bénéficier de l'aide au développement et de l'action des organisations humanitaires.

Le moment est pourtant venu de quitter le Mali. Au cours des derniers mois, sans paraître tenir compte des efforts consentis par la communauté internationale, la junte qui gouverne à Bamako a méthodiquement créé les conditions qui l'ont conduite dans une impasse. Arrivée au pouvoir par deux coups d'État successifs, elle a fait le choix d'une fuite en avant.

Les conditions nécessaires à la poursuite de l'engagement militaire français aux côtés des FAMA, face aux groupes armés terroristes, ne sont plus réunies. Le président de la République en a tiré les conséquences. Tout en réaffirmant la volonté de la France de participer à la lutte contre le terrorisme au Sahel et en Afrique de l'Ouest, il a décidé de poursuivre la réarticulation de notre dispositif entamé en juillet 2021, en ordonnant le retrait de la force Barkhane du Mali.

Avec cette réarticulation, les critiques ne manqueront pas, les remises en cause non plus. Certains voudront certainement dresser un parallèle avec le retrait américain d'Afghanistan l'an dernier, parleront de défaite, de déroute même. Rien ne serait plus inexact. Nous ne quittons pas le Mali sous la pression des groupes armés terroristes et nos capacités militaires comme notre détermination à combattre le terrorisme dans la région sont intactes.

Le Sahel n'est pas condamné à vivre sous le joug du terrorisme et de la violence. Avec nos alliés européens et américains, nous allons poursuivre le combat aux côtés de nos partenaires africains, pour préserver la sécurité de la France et de l'Europe. Nous aiderons les pays qui le souhaitent, en appuyant leurs armées dans leur montée en puissance et dans la prise à leur compte de la lutte contre le terrorisme. Nous aurons également le souci permanent de préserver notre liberté d'action, gage de notre capacité à nous adapter rapidement aux évolutions de la situation.

Soyons fiers de tout ce que nous avons accompli, dans des conditions toujours difficiles et exigeantes. Nous n'avons jamais failli, et nous n'avons jamais renoncé face aux groupes armés terroristes.

Je sais pouvoir compter sur votre professionnalisme et votre engagement pour continuer à remplir les missions qui nous sont confiées, aux côtés de nos alliés et de nos partenaires.

Le combat continue, en avant !

Paris, le 17 février 2022

